

SOMMAIRE

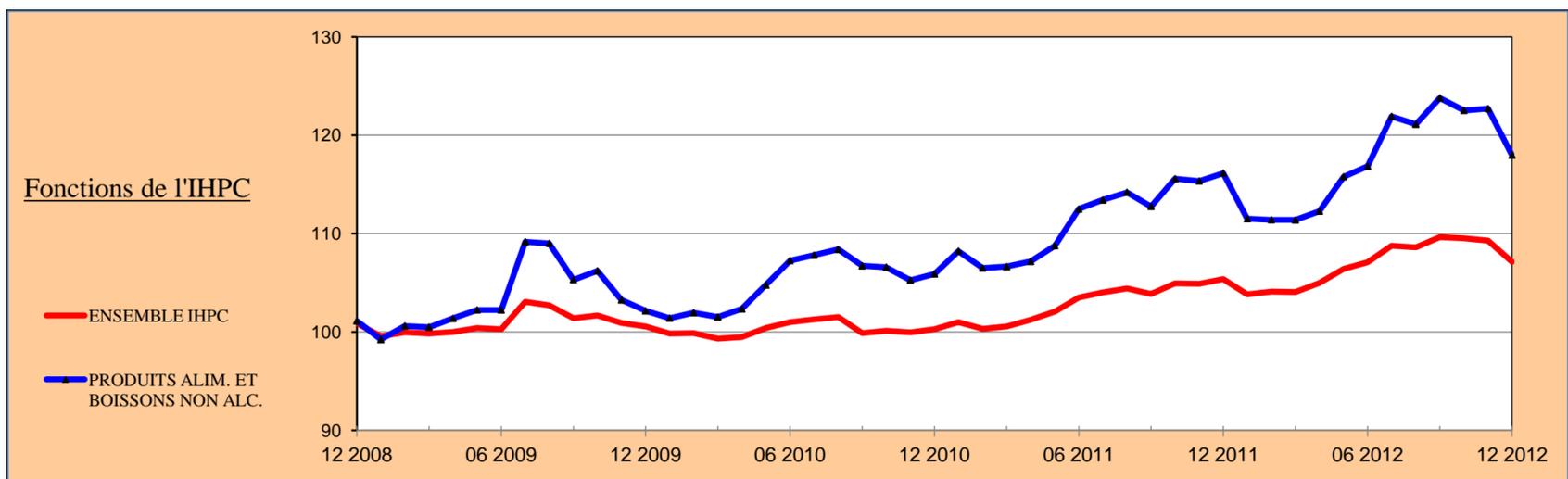
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	8
Secteur monétaire	13
Secteur extérieur	16
Définitions et abréviations	21
Crédit des contributions	22

Secteur réel

Le quatrième trimestre 2012 a connu, comparativement au trimestre précédent une légère baisse des prix à la consommation résultant principalement de la baisse considérable des prix des produits alimentaires. Quant à l'industrie, sa production a connu une baisse au troisième trimestre 2012 comparativement au deuxième trimestre 2012 due principalement à celle des industries textiles, de l'alimentaire et celle du BTP.

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2011	2012	2012	2012	2012	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	105,1	104,0	106,2	109,0	108,6	-0,3%	3,4%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	115,7	111,4	115,0	122,3	121,1	-1,0%	4,7%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	100,7	101,1	103,3	106,4	108,4	1,9%	7,7%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSANTS	101,1	101,3	101,7	101,7	101,9	0,2%	0,8%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	107,4	109,7	111,1	110,5	110,6	0,1%	3,0%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,8	98,7	98,3	98,4	98,4	0,0%	-0,4%
SANTE	100,5	100,5	100,5	100,5	100,5	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	99,7	99,7	104,7	105,5	105,5	0,0%	5,8%
COMMUNICATION	61,6	63,6	63,6	63,5	62,7	-1,3%	1,7%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	99,0	98,9	98,8	98,5	97,7	-0,9%	-1,3%
ENSEIGNEMENT	102,5	102,5	102,5	102,5	104,4	1,8%	1,8%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	112,9	114,1	114,1	114,8	115,1	0,3%	1,9%
AUTRES BIENS ET SERVICES	102,8	103,0	103,1	103,4	103,8	0,4%	1,0%



Le niveau général de l'indice harmonisé des prix à la consommation a légèrement baissé (-0,3%) au quatrième trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent. Cependant, par rapport au quatrième trimestre 2011, il a enregistré une hausse importante de 3,4%.

Le recul du niveau des prix des "produits alimentaires et boissons alcoolisées" de 1,0% et de celui des communications de 1,3% expliquent essentiellement cette baisse en glissement trimestriel.

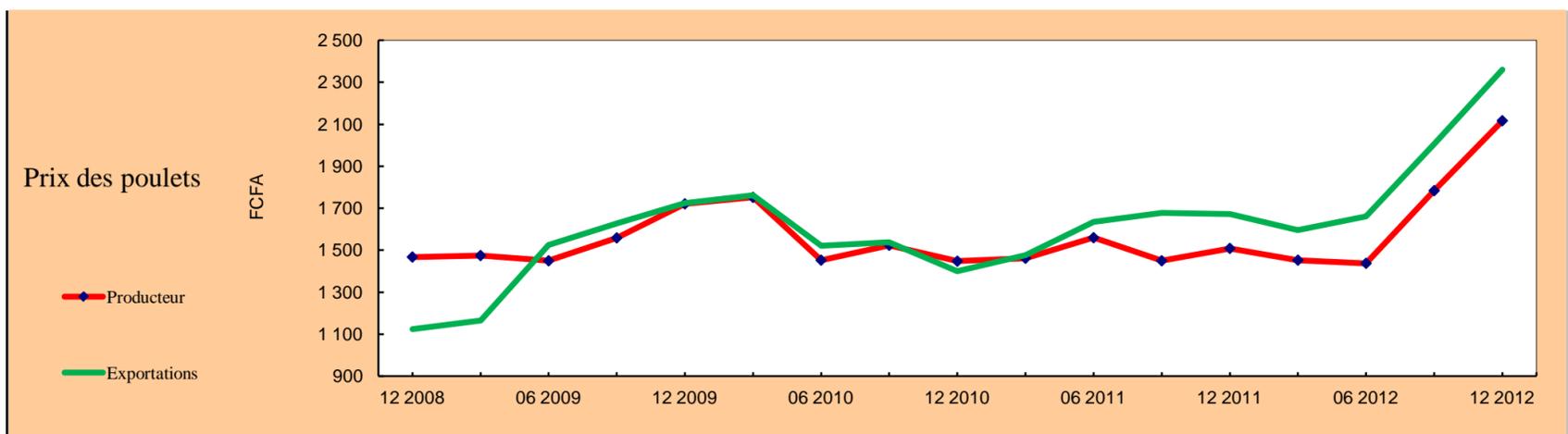
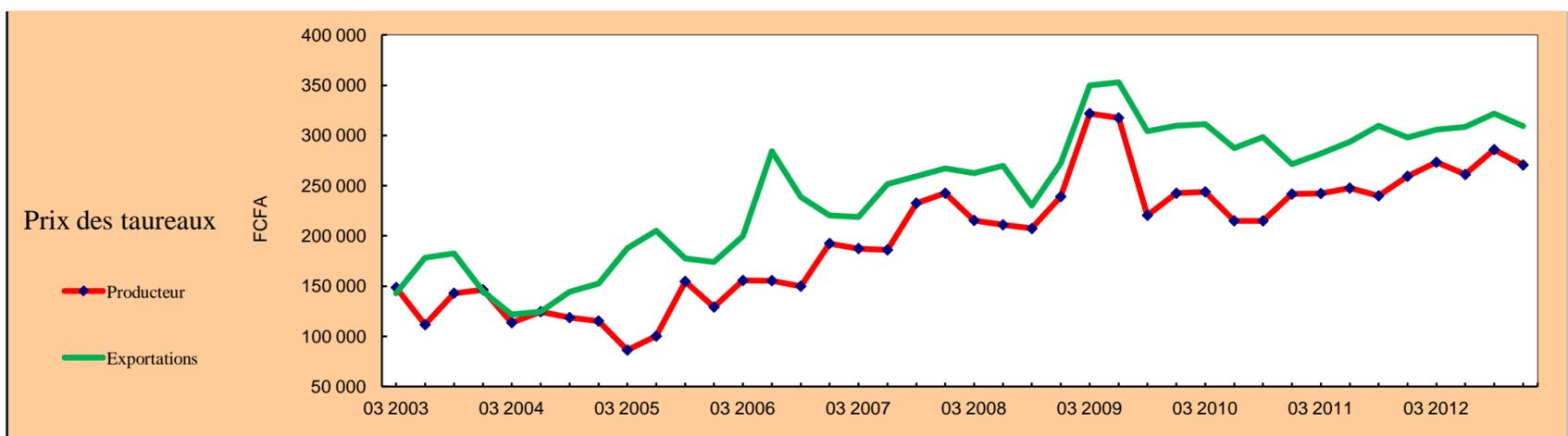
Quant à la hausse générale constatée en glissement annuel, elle reste surtout liée à la montée des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+4,7%), des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+7,7%), des transports (+5,8%), et du logement et de l'énergie (+3,0%). La hausse de la production céréalière suite à la bonne campagne agricole 2012-2013 n'aurait donc pas eu d'incidence notable sur les prix des denrées alimentaires.

Le taux d'inflation annuel en fin d'année 2012 (3,8%) est nettement au dessus de la norme communautaire de l'UEMOA (3%).

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement		
	2011	2012	2012	2012	2012	trimestriel	annuel	
	Prov							
Prix au producteur du taureau	259 384	273 357	261 159	285 903	270 647	-5,3%	4,3%	
Prix à l'exportation du taureau	298 030	305 980	308 439	321 715	309 134	-3,9%	3,7%	
Prix au producteur du bélier	39 450	36 953	35 592	37 878	42 136	11,2%	6,8%	
Prix à l'exportation du bélier	50 832	43 136	44 254	48 683	53 439	9,8%	5,1%	
Prix au producteur du bouc	19 615	19 208	17 669	17 282	21 154	22,4%	7,8%	
Prix à l'exportation du bouc	32 762	31 688	31 938	33 672	35 969	6,8%	9,8%	
Prix au producteur du poulet	1 509	1 453	1 438	1 784	2 117	18,7%	40,3%	
Prix à l'exportation du poulet	1 673	1 596	1 662	2 006	2 360	17,6%	41,1%	
Prix au producteur de la pintade	1 904	1 806	1 798	2 091	2 539	21,4%	33,4%	
Prix à l'exportation de la pintade	2 243	2 001	2 119	2 365	2 838	20,0%	26,5%	



Le quatrième trimestre 2012 a été marqué par une hausse générale des prix des petits ruminants (bélier, bouc) et de la volaille (poulet, pintade).

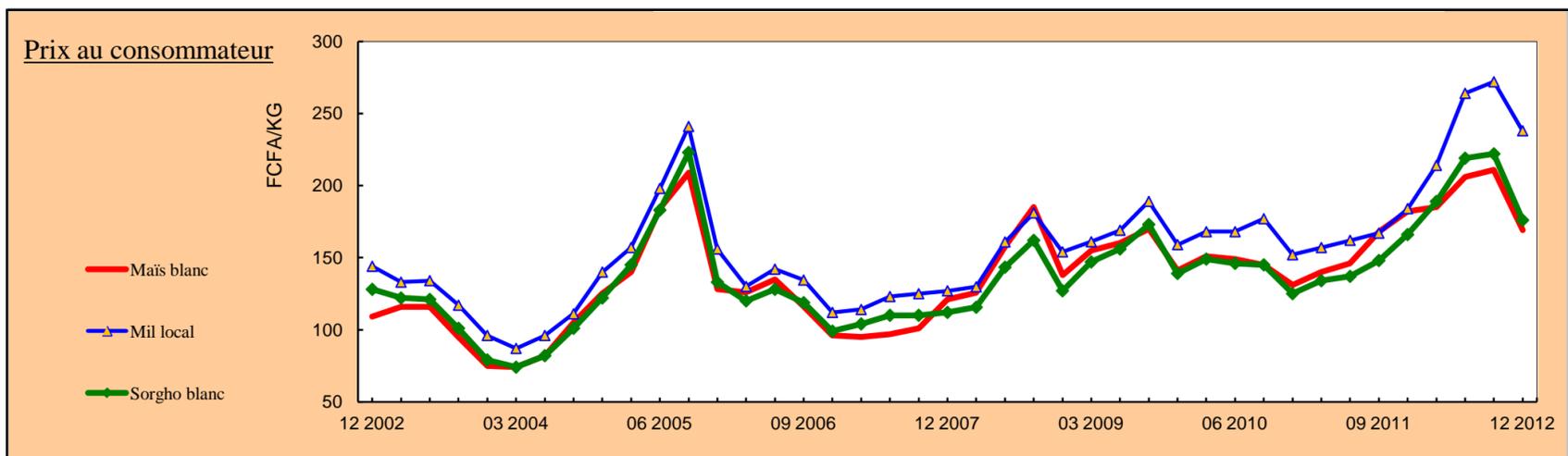
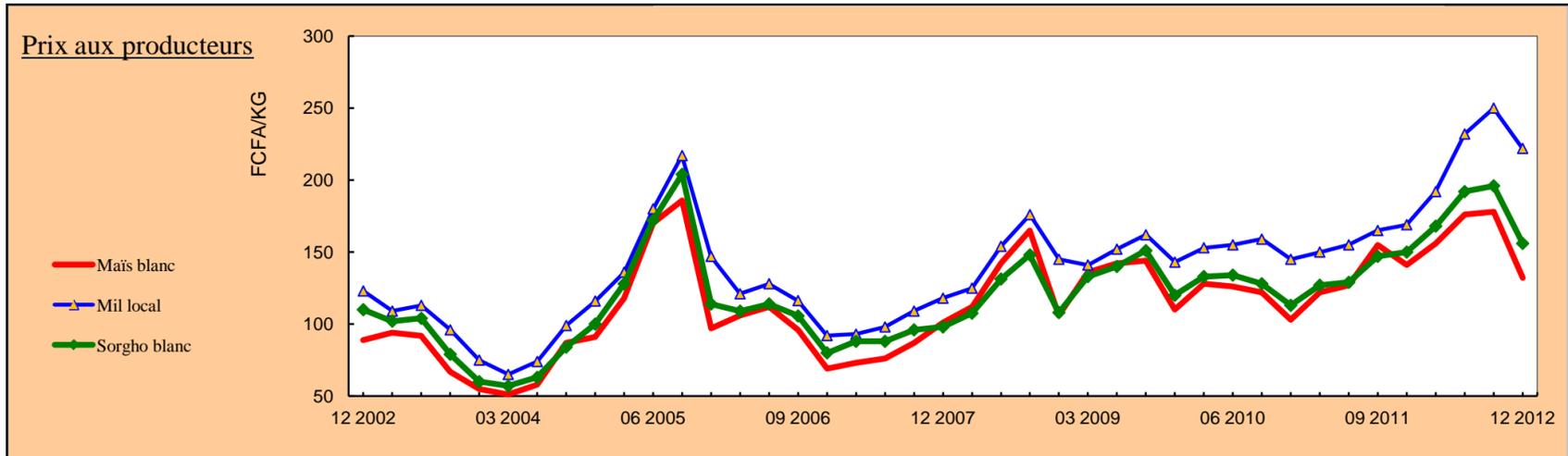
Au niveau des gros ruminants, un ralentissement de la demande extérieure a entraîné une baisse des prix à l'exportation du taureau comparativement au trimestre précédent. La baisse des exportations de bovins de 16,24% par rapport au troisième trimestre 2012 a eu pour corollaire la baisse des prix de bovins de façon général sur tous les types de marché. Cependant, en glissement annuel, le prix du taureau a connu une hausse de 4,3% sur les marchés de production et 3,7% sur les marchés d'exportation.

La forte demande de petits ruminants enregistrée à l'occasion des fêtes de fin d'année a eu pour corollaire la hausse des mercuriales des béliers et des boucs sur les marchés de production et sur ceux d'exportations en glissement trimestriel. On note toutefois que les prix au producteur ont connu des variations importantes en glissement trimestriel avec 11,2% pour le bélier et 22,4% pour le bouc.

Concernant le marché de volaille, on observe également une hausse des prix au producteur et à l'exportation de poulet aussi bien en glissement trimestriel qu'annuel. Les différentes fêtes évoquées plus haut expliqueraient en partie le renchérissement des prix de cette espèce.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2011	2012	2012	2012	2012	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	141,0	156,0	176,0	178,0	132,0	-25,8%	-6,4%
Prix au consommateur du maïs blanc	182,0	185,0	206,0	211,0	169,0	-19,9%	-7,1%
Prix au producteur du mil local	169,0	192,0	232,0	250,0	222,0	-11,2%	31,4%
Prix au consommateur du mil local	184,0	214,0	264,0	272,0	238,0	-12,5%	29,3%
Prix au producteur du sorgho blanc	150,0	168,0	192,0	196,0	156,0	-20,4%	4,0%
Prix au consommateur du sorgho blanc	166,0	189,0	219,0	222,0	176,0	-20,7%	6,0%



Le quatrième trimestre 2012 a été marqué par une bonne disponibilité des céréales sur les marchés et une baisse saisonnière des prix des principales céréales.

Les principales céréales sur les marchés de collecte se négociaient en moyenne à 132 FCFA le kilo pour le maïs, 156 FCFA pour le sorgho et 222 FCFA pour le mil. Ce qui a donné par rapport au trimestre précédent des variations de -26%, -20% et -11% respectivement pour le maïs, le sorgho et le mil. Par rapport à la même période de l'année passée, les variations sont de -6% pour le maïs contre +4% pour le sorgho et +31% pour le mil. Comparativement à la moyenne des cinq dernières années de la période, il ressort des hausses de prix de 18% pour maïs, 32% pour le sorgho et 54% pour le mil. Sur les marchés de détail, le kilogramme de maïs, sorgho et mil se négociaient respectivement en moyenne à 169 FCFA, 176 FCFA et 238 FCFA. Les baisses de prix au consommateur par rapport au trimestre écoulé étaient de 20% pour le maïs, 21% pour le sorgho et 13% pour le mil. Par rapport à la même période de l'année 2011, les variations étaient de -7% pour le maïs contre +6% pour le sorgho et 29% pour le mil. Une comparaison par rapport à la moyenne des cinq dernières nous donne des hausses de 18%, 31% et 53% respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho.

La forte hausse du prix du mil par rapport à 2011 et à la moyenne quinquennale pourrait s'expliquer par une forte demande de cette spéculer. Aussi, un retard de mise en marché, pourrait expliquer ces hausses compte tenu du fait que le mil est l'une des dernières spéculations à être récolté.

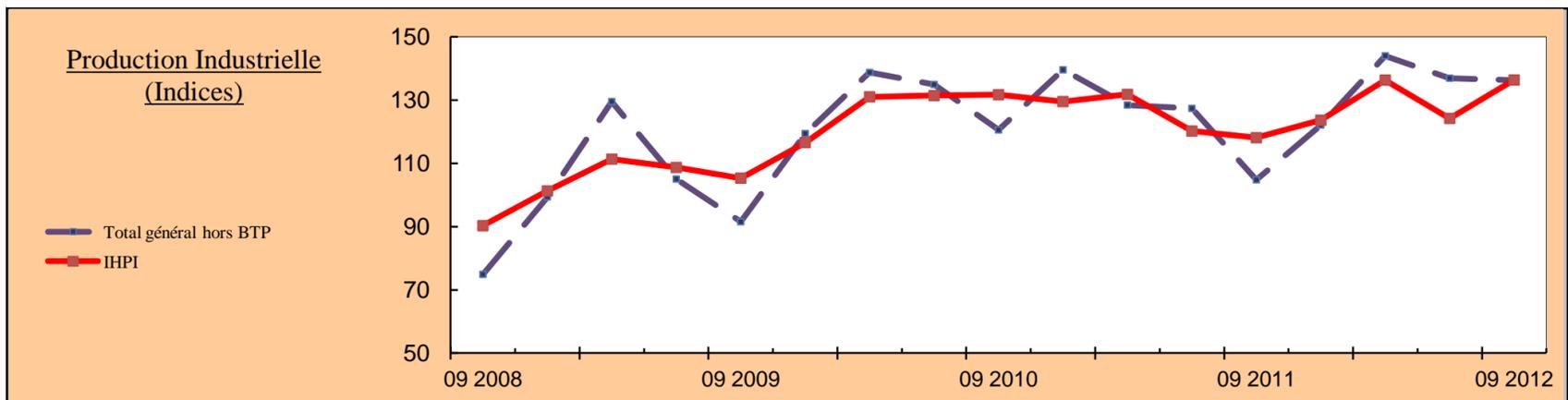
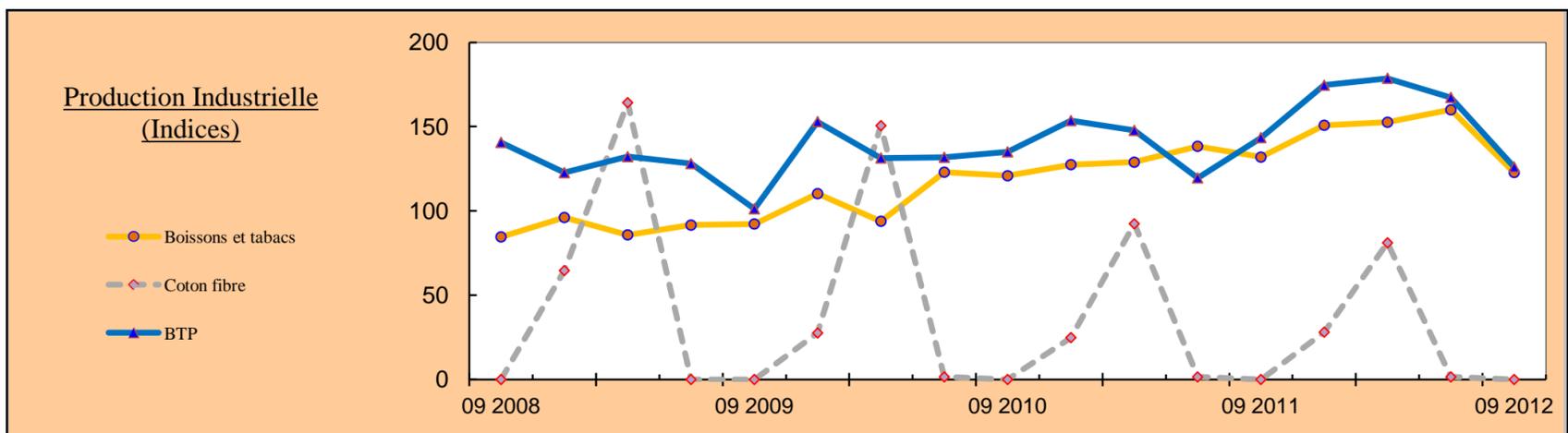
Les prix les plus élevés du trimestre ont été observés sur les marchés des régions du Sahel (Gorom-Gorom, Dori), du Centre (Gounghin, Sankaryaré) et du Nord (Djibo, ouahigouya, Yako) avec une moyenne de 22 500 FCFA le sac de 100 Kg de mil et 16 000 FCFA le sac de maïs et 17 500 FCFA celui du sorgho. Les prix les moins élevés se retrouvent sur les marchés des régions de la Boucle du Mouhoun (Gassan), des Hauts-Bassins (N'Dorola, Faramana), et des Cascades (Douna) avec des moyennes des prix de 16 500 FCFA le sac de mil, de 13 000 FCFA pour le maïs et de 14 000 FCFA pour sorgho.

Au cours des prochains mois, les marchés resteront bien approvisionnés et les céréales disponibles. Les prix devraient se stabiliser avec de légère tendance à la hausse en fin du trimestre prochain. Cependant, le lancement d'une reconstitution des stocks nationaux ou institutionnels pourrait faire hausser les prix sur les marchés.

Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2011	2011	2012	2012	2012	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	0,0	28,1	81,1	1,5	0,0	-100,0%	
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	112,1	129,4	158,5	143,1	113,1	-21,0%	0,9%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	13,9	32,8	84,4	11,6	8,7	-24,6%	-37,2%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 150,5	1 022,0	1 236,1	1 055,9	1 091,3	3,4%	-5,1%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	125,0	143,0	152,6	149,9	119,7	-20,1%	-4,2%
BOISSONS ET TABAC	131,9	150,8	152,6	160,0	122,8	-23,2%	-6,9%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	125,0	143,0	152,6	149,9	119,7	-20,1%	-4,2%
BOULANGERIES, MEUNERIES	130,2	117,7	115,4	140,9	133,6	-5,1%	2,7%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	68,8	84,9	174,0	107,6	91,2	-15,2%	32,5%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	153,9	80,1	118,0	113,1	96,7	-14,5%	-37,2%
INDUSTRIES CHIMIQUES	66,3	74,1	66,9	79,7	61,4	-22,9%	-7,3%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	6,5	14,7	10,7	16,1	8,1	-49,7%	25,3%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	67,1	98,9	122,7	140,1	207,6	48,1%	209,4%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	143,5	174,6	178,7	167,3	126,1	-24,6%	-12,1%
TOTAL GENERAL HORS BTP	104,8	122,2	144,0	137,0	136,3	-0,5%	30,1%
IHPI	109,9	129,1	148,6	140,0	135,0	-3,6%	22,8%



L'activité industrielle au troisième trimestre 2012 a connu un recul en glissement trimestriel. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle est passé de 140,0 à 135,0, soit une baisse de 3,6% par rapport au deuxième trimestre de 2012. Cependant, en glissement annuel, l'indice a connu une hausse de 22,8%.

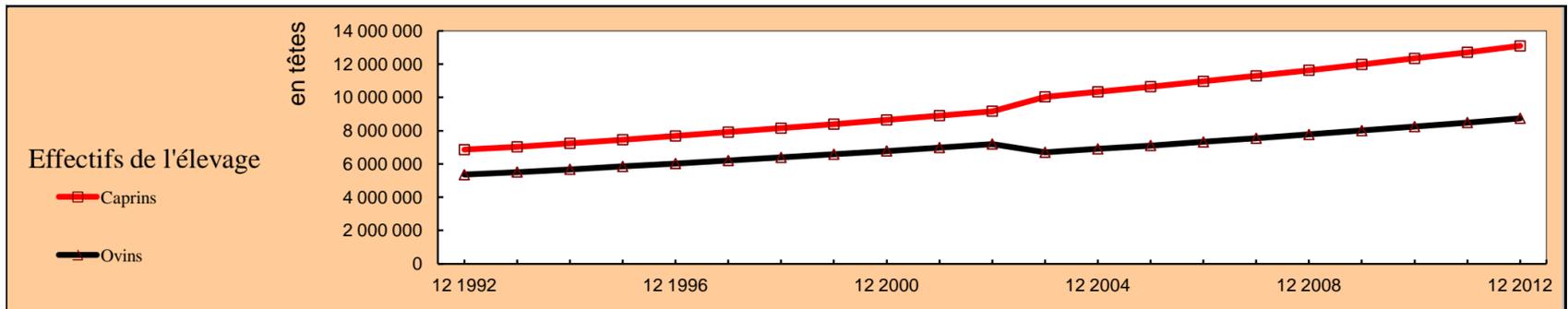
Les principales branches industrielles qui ont contribué à la baisse de l'indice sont les industries textiles, alimentaires, et le secteur du BTP. En effet, l'arrêt saisonnier de l'égrenage de coton a entraîné la baisse de l'indice de l'industrie textile de 24,6% en glissement trimestriel et de 37,2% en glissement annuel. Les industries alimentaires, de boissons et de tabac et les entreprises de BTP ont également connu un ralentissement de leurs activités, traduit par une baisse de leurs indices respectifs de 21,0% et 24,6% en glissement trimestriel. En glissement annuel, l'indice des BTP a également décliné de 12,1%.

Certains secteurs industriels ont par contre enregistré des hausses de leurs productions au cours du trimestre. Il s'agit principalement du secteur de l'eau, de l'électricité et du gaz et de celui des industries extractives. Ils ont en effet enregistré des évolutions respectives de 48,1% et 3,4% en glissement trimestriel. Si en glissement annuel, l'indice de l'activité extractive a connu une baisse de 5,1%, celui du secteur "eau, électricité et gaz" a enregistré une importante hausse (+209,4%), due principalement à la forte augmentation de la production énergétique pour répondre à la demande de plus en plus croissante.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	Croissance moyenne	
						2008-2012	2011-2012
Effectif de bovins (en têtes)	8 072 420	8 233 845	8 398 499	8 566 448	8 737 757	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	7 770 083	8 003 164	8 243 238	8 490 513	8 745 206	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	11 633 992	11 982 987	12 342 454	12 712 705	13 094 064	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	35 359	36 420	37 512	38 638	39 797	3,0%	3,0%

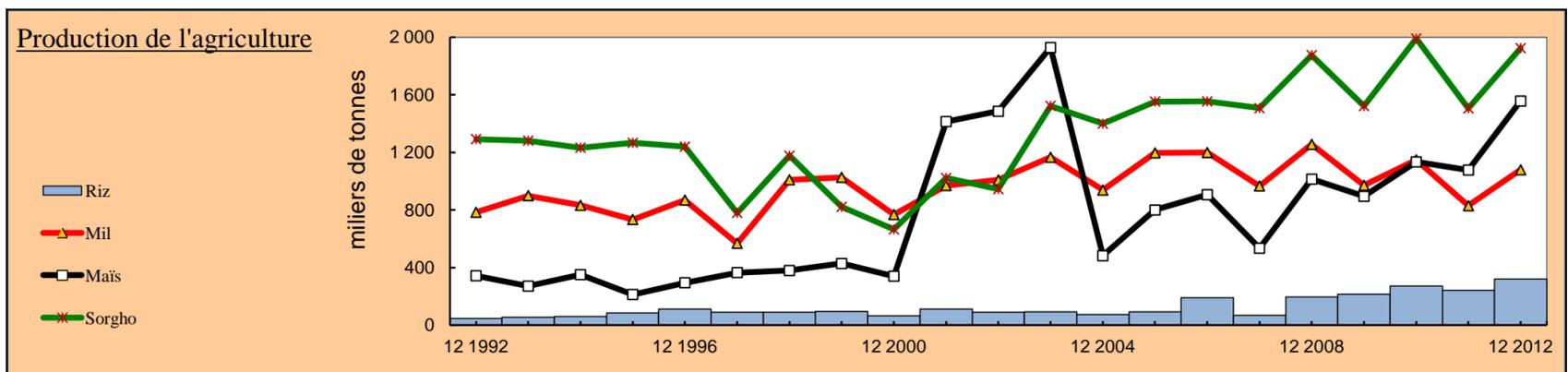


La Deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENEC II) réalisée en 2003 a permis de mettre à jour les données démographiques du cheptel ; depuis lors, celles-ci sont annuellement actualisées à partir des taux de croît spécifiques. En attendant de disposer de données plus actuelles au terme de l'Enquête Nationale sur le Cheptel (ENC), l'actualisation des effectifs du cheptel en fin décembre 2012 donnent les résultats ci-dessus présentés.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	Croissance moyenne	
						2008-2012	2011-2012
Production brute totale de céréales	4 358 518	3 626 637	4 560 574	3 666 405	4 898 544	3,0%	33,6%
dont : Production brute de mil	1 255 189	970 927	1 147 894	828 741	1 078 394	-3,7%	30,1%
dont : Production brute de sorgho	1 875 046	1 521 468	1 990 228	1 505 543	1 923 805	0,6%	27,8%
dont : Production brute de maïs	1 013 634	894 558	1 133 452	1 076 754	1 556 316	11,3%	44,5%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	195 102	213 584	270 658	240 865	319 390	13,1%	32,6%



La campagne agricole 2012-2013 s'est achevée par une production céréalière nationale brute évaluée à 4 898 544 tonnes. Comparée à la production totale définitive de la campagne 2011-2012, la production céréalière de la campagne agricole en cours est en hausse de 33,6%. Toutes les spéculations connaissent une hausse, notamment au niveau du maïs (44,5%), du fonio (42,5%), du sorgho blanc (40,8%) et du mil (30,1%). Seul le sorgho rouge accuse une baisse de 2,4%. Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, la hausse de la production est estimée à 26,9%, soit 67,3% pour maïs, 61,5% pour le riz et 14,5% pour le sorgho.

La production des autres cultures vivrières s'établit à 869 806 tonnes, enregistrant une hausse de 19,2% comparativement au résultat de la campagne 2011-2012 et une hausse de 29,9% par rapport aux 5 dernières années. Les productions d'igname, de voandzou et de niébé connaissent des hausses respectives de 68,1%, 32,3% et 29,5%.

Quant aux productions des cultures de rente, elles sont en hausse de 28,1% comparativement à la campagne dernière, soit 1 043 164 tonnes. Comparativement à la moyenne des cinq dernières années, les productions de cultures de rente sont en hausse de 18,5%.

Le bilan céréalier définitif 2012-2013 fait ressortir un excédent brut de 665 814 tonnes, résultant de l'excédent des céréales traditionnelles (mil, sorgho, maïs, fonio) de 1 038 338 tonnes et des déficits enregistrés pour le riz (353 122 tonnes) et le blé (19 401 tonnes). En prenant en compte le solde import/export, le bilan céréalier définitif 2012-2013 fait ressortir un excédent net de 989 940 tonnes. Les résultats définitifs de la présente campagne agricole donnent : 9 provinces déficitaires (taux de couverture inférieur ou égal à 90%), 14 provinces en situation d'équilibre (taux de couverture compris entre 90% et 120%) et 22 provinces excédentaires (taux de couverture supérieur à 120%).

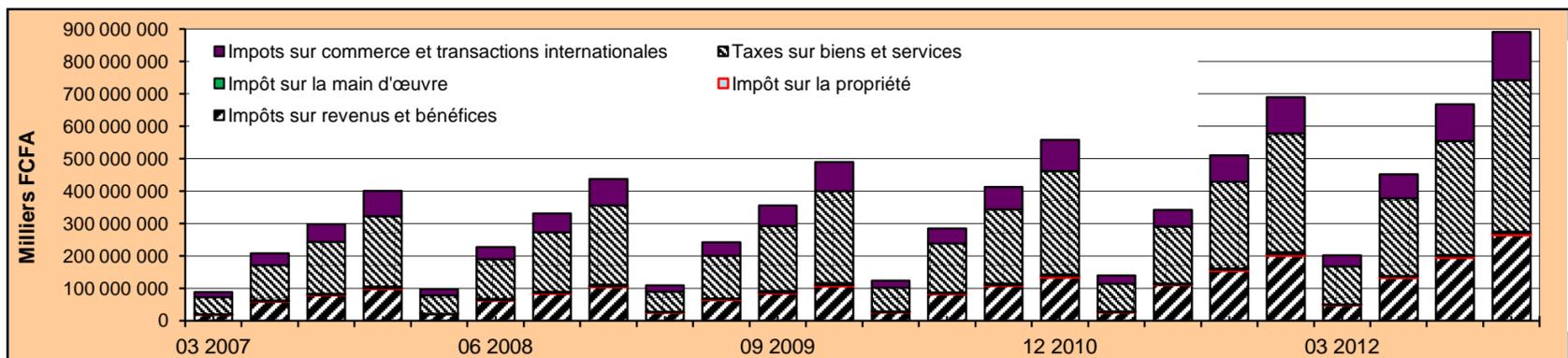
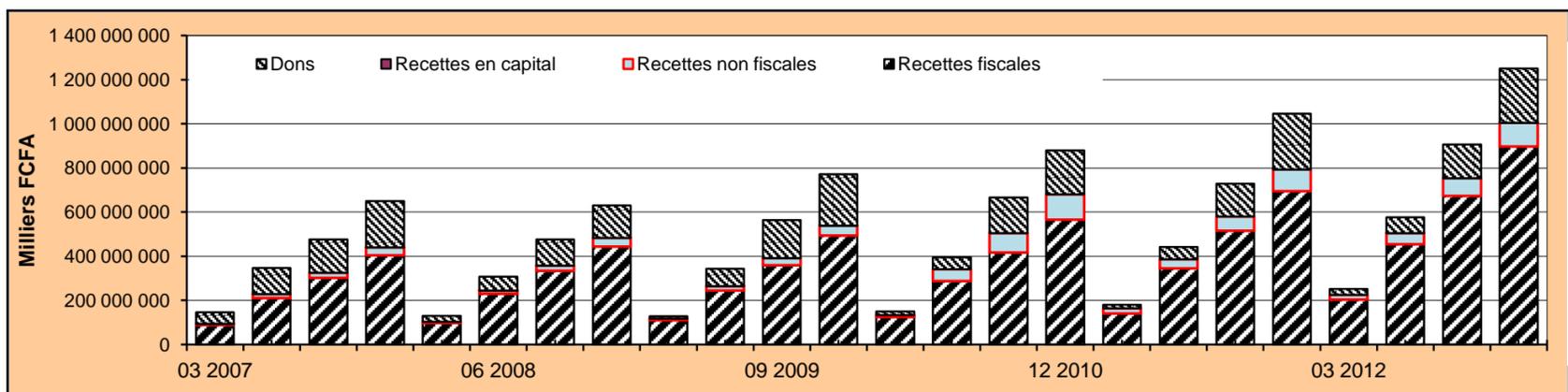
Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.P.E.R.

Finances publiques

Le solde des opérations financières de l'Etat est ressorti déficitaire à fin décembre 2012. Le déficit global base engagement s'est établi à 167,4 milliards de francs CFA contre 118,8 milliards de francs CFA une année plus tôt, soit une dégradation de 48,6 milliards de francs CFA. Hors dons, ce déficit s'est élevé à 411,8 milliards de francs CFA en 2012 contre 372,4 milliards de francs CFA en 2011.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2012)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2011	2012	2012	2012	2012		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	1 343 921 105	1 047 248 587	251 362 391	576 677 117	906 572 451	1 250 406 243	93,0%	19,4%
Recettes totales	924 667 314	793 578 305	225 127 972	505 431 518	754 583 748	1 006 005 720	108,8%	26,8%
Recettes courantes	924 667 314	793 577 824	225 127 794	505 383 930	754 488 741	1 005 863 351	108,8%	26,8%
Recettes fiscales	812 123 907	695 595 861	203 332 827	454 742 267	672 834 108	898 147 297	110,6%	29,1%
Impôts sur revenus et bénéfiques	229 444 164	201 024 451	47 437 463	132 438 354	194 357 404	264 122 216	115,1%	31,4%
Impôt sur la main d'œuvre	5 165 829	4 988 891	1 521 033	2 943 478	4 337 362	5 494 615	106,4%	10,1%
Taxes sur biens et services	416 798 601	366 724 527	117 513 482	239 162 211	351 402 030	466 552 311	111,9%	27,2%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	149 772 019	111 976 829	34 013 988	74 147 077	113 329 221	149 666 234	99,9%	33,7%
Autres recettes fiscales	5 836 035	5 983 083	1 451 122	3 288 368	5 139 332	6 643 410	113,8%	11,0%
Recettes non fiscales	112 543 407	97 981 964	21 794 967	50 641 664	81 654 633	107 716 053	95,7%	9,9%
Recettes en capital	0	481	178	47 588	95 007	142 369		29493,9%
Dons	419 253 791	253 670 282	26 234 418	71 245 599	151 988 703	244 400 523	58,3%	-3,7%
Projets	223 499 791	73 100 000	23 698 418	50 845 981	60 195 527	78 508 934	35,1%	7,4%
Programmes	195 754 000	180 570 282	2 536 000	20 399 618	91 793 176	165 891 589	84,7%	-8,1%



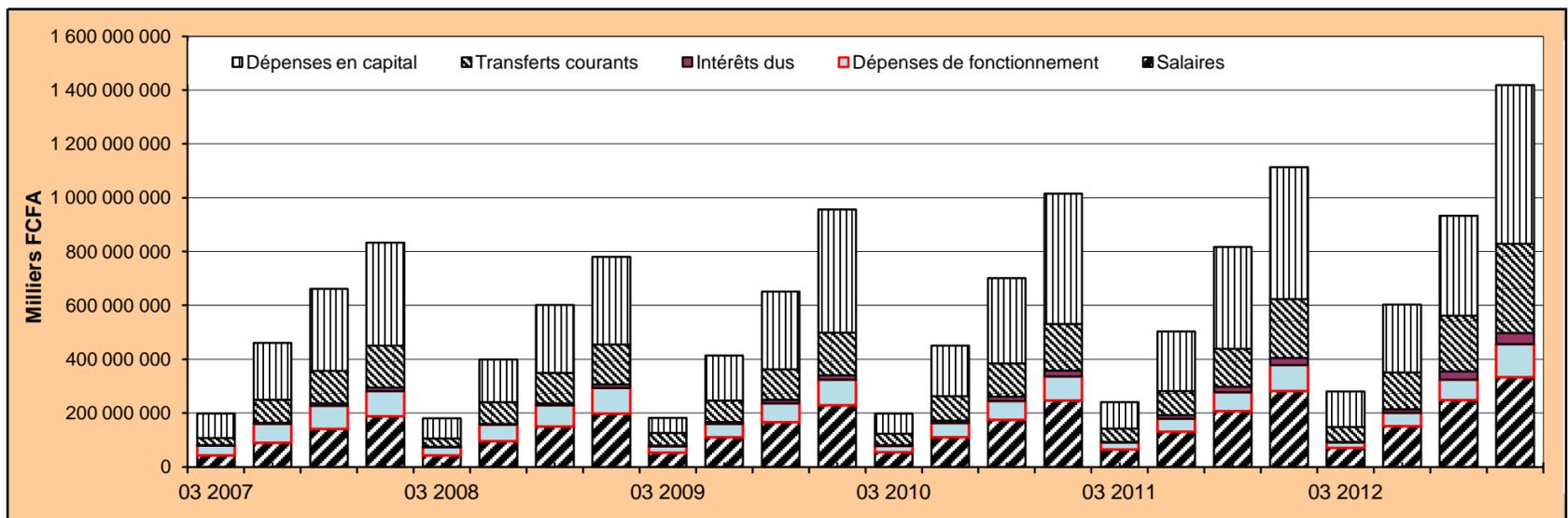
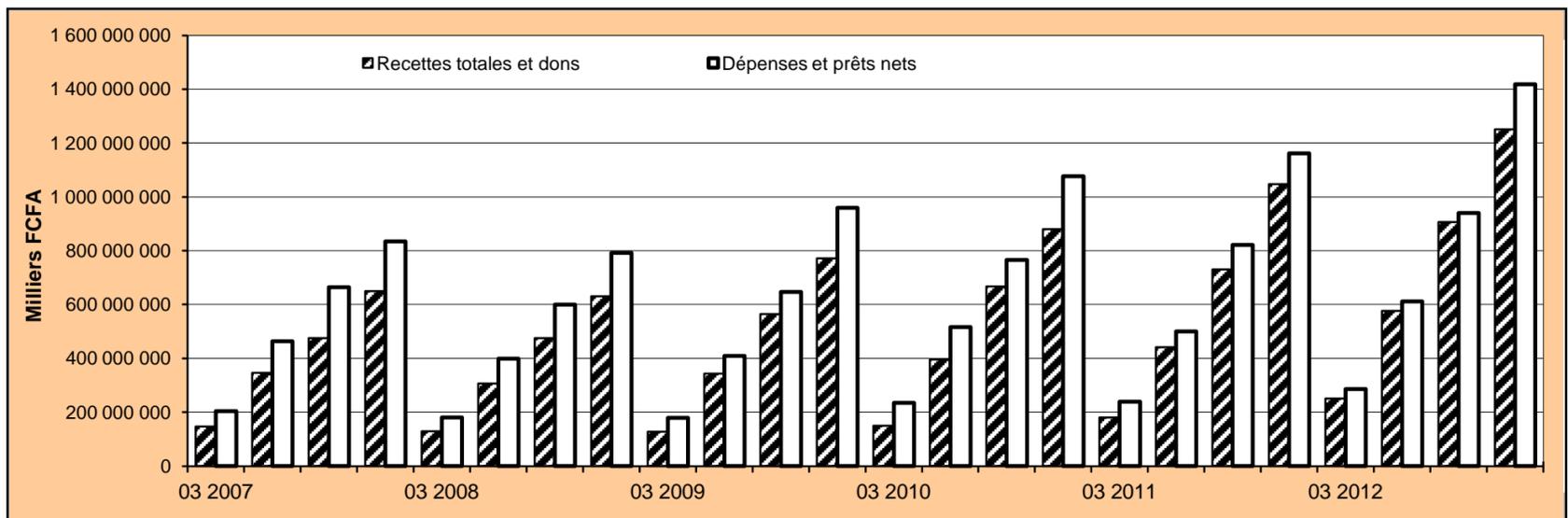
Les recettes totales et dons ont été mobilisés à hauteur de 1 250,4 milliards de francs CFA à fin décembre 2012 contre 1 047,3 milliards de francs CFA à la même période en 2011, soit une augmentation de 203,1 milliards de francs CFA. Cette performance s'explique par une forte mobilisation des recettes propres (+26,8%) tandis que les dons ont enregistré une baisse (-3,7%) au cours de la période. Les recettes totales ont été recouvrées à hauteur de 1 006,0 milliards de francs CFA à fin décembre 2012 contre 793,6 milliards de francs CFA une année auparavant, correspondant à une hausse de 212,4 milliards de francs CFA (+26,8%). Ces réalisations, qui dépassent les prévisions, sont essentiellement imputables aux performances enregistrées au niveau des recettes fiscales (+202,5 milliards de francs CFA). Les recettes fiscales ont enregistré une progression de 29,1% par rapport à fin décembre 2011 pour se situer à 898,1 milliards de francs CFA à fin décembre 2012. En effet, les principales catégories de recettes fiscales que sont les impôts sur les revenus et bénéfiques, les taxes sur les biens et services, ainsi que les impôts sur le commerce et les transactions internationales ont respectivement progressé de 63,1 milliards de FCFA (+31,4%), 99,9 milliards de FCFA (+27,2%) et 37,7 milliards de FCFA (+33,7%) entre fin décembre 2011 et fin décembre 2012. Outre la poursuite de l'approche « unité de recouvrement », ces performances sont imputables à certaines actions menées par les différentes régions.

La mobilisation des dons s'est élevée à 244,4 milliards de francs CFA à fin décembre 2012 contre 253,7 milliards de francs CFA à fin décembre 2011, soit une baisse de 3,7% attribuable au recul des dons programmes. En effet, les réalisations d'appuis budgétaires sont restées en deçà des promesses des différents donateurs.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2012)	4. Trim. 2011	1. Trim. 2012	2. Trim. 2012	3. Trim. 2012	4. Trim. 2012	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 165 250 470	1 161 881 094	285 546 225	612 140 940	939 875 862	1 417 782 295	121,7%	22,0%
Dépenses	1 172 186 250	1 159 228 694	280 838 966	602 871 607	932 886 468	1 418 658 951	121,0%	22,4%
Dépenses courantes	770 316 947	623 213 129	148 898 272	351 120 714	562 044 461	828 120 148	107,5%	32,9%
Salaires	334 360 916	281 444 997	70 578 195	151 058 973	248 349 603	332 741 130	99,5%	18,2%
Dépenses de fonctionnement	124 243 748	97 555 900	20 386 206	49 644 380	76 020 212	123 557 513	99,4%	26,7%
Intérêts dus	28 500 712	25 762 699	2 116 584	13 598 237	31 175 907	40 805 615	143,2%	58,4%
Transferts courants	283 211 571	218 449 532	55 817 287	136 819 124	206 498 739	331 015 890	116,9%	51,5%
Dépenses en capital	401 869 303	489 452 271	131 940 694	251 750 893	370 842 007	590 538 803	146,9%	20,7%
financées sur ressources propres	395 569 303	283 409 607	69 230 852	137 434 594	229 233 798	416 477 710	105,3%	47,0%
Prêts nets	-6 935 780	2 652 400	4 707 260	9 269 334	6 989 394	-876 656	12,6%	-133,1%



La situation des finances publiques à fin décembre 2012 s'est caractérisée par une augmentation des dépenses totales et prêts nets comparativement à la même période en 2011.

En effet, l'exécution des dépenses et prêts nets est ressortie à 1 417,8 milliards de francs CFA à fin décembre 2012 contre 1 166,0 milliards de francs CFA à fin décembre 2011, correspondant à un accroissement de 21,6% imputable à la hausse des dépenses courantes et à celle des dépenses en capital.

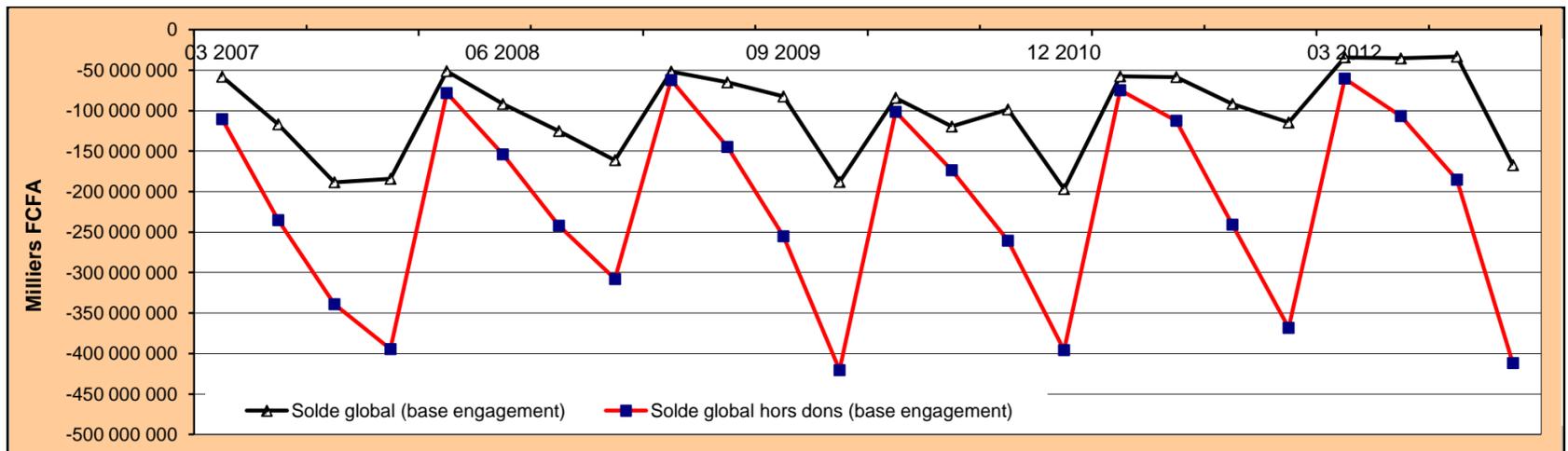
Les dépenses courantes, en progression de 31,8% par rapport à fin décembre 2011, ont été exécutées à hauteur de 828,1 milliards de francs CFA à fin décembre 2012. Cette évolution est due principalement à l'augmentation des dépenses de transferts courants et dans une moindre mesure à celles des dépenses de personnel, des dépenses de fonctions et des intérêts payés au titre de la dette publique.

Les dépenses en capital ont enregistré une progression de 55,4 milliards de francs CFA (+10,4%) par rapport à fin décembre 2011 en se situant à 590,5 milliards de francs CFA à fin décembre 2012. Cette évolution résulte principalement de l'accroissement des investissements réalisés sur ressources propres (+89,8 milliards de francs CFA), les investissements financés sur ressources extérieures ayant baissé (-34,4 milliards de francs CFA) suite à une contraction des prêts projets de 30,9%.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

SOLDES ET FINANCEMENT

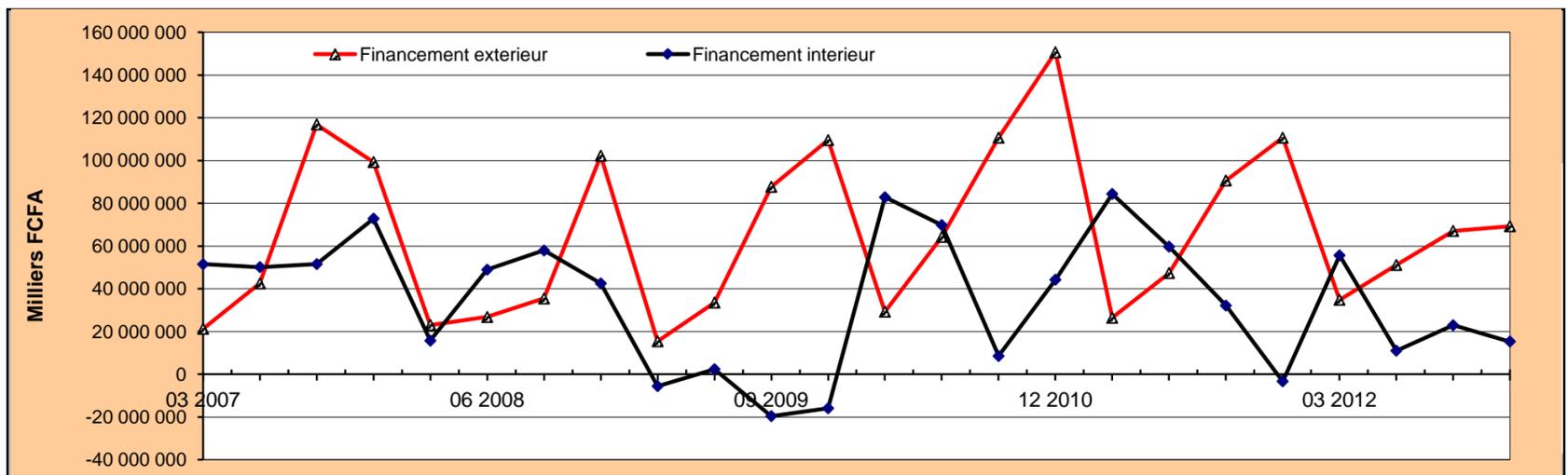
SOLDE GLOBAL (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2012)	4. Trim. 2011 Réal.	1. Trim. 2012 Est.	2. Trim. 2012 Est.	3. Trim. 2012 Est.	4. Trim. 2012 Est.	Taux d'exécution	Glissement annuel
Solde global (base engagement)	-198 120 671	-114 632 507	-34 183 835	-35 463 823	-33 303 411	-167 376 052	84,5%	46,0%
Solde global hors dons (base engagement)	-617 374 461	-368 302 789	-60 418 253	-106 709 422	-185 292 114	-411 776 575	66,7%	11,8%
Solde primaire	-212 082 444	-342 540 089	-58 301 669	-93 111 185	-154 116 207	-370 970 961	174,9%	8,3%
Solde de base	-240 583 156	-166 109 210	1 158 334	5 968 571	-45 534 210	-244 015 483	101,4%	46,9%
Solde global (base caisse)	-198 120 671	-105 162 779	-86 241 237	-62 858 731	-82 936 958	-85 200 201	43,0%	-19,0%
Solde global hors dons (base caisse)	-617 374 461	-358 833 061	-112 475 655	-134 104 330	-234 925 661	-329 600 725	53,4%	-8,1%



Le déficit global base engagement des opérations financières de l'Etat s'est établi à 167,4 milliards de francs CFA à fin décembre 2012 contre 118,8 milliards de francs CFA à fin décembre 2011, en détérioration de 48,6 milliards de francs CFA. Hors dons, ce déficit est ressorti à 411,8 milliards de francs CFA à fin décembre 2012, soit une dégradation de 10,6% par rapport à fin décembre 2011. Quant au solde global base caisse, il s'est chiffré à -85,2 milliards de francs CFA à fin décembre 2012 contre -105,6 milliards de francs CFA une année auparavant.

Le déficit base caisse à fin décembre 2012 a été couvert à hauteur de 69,3 milliards de francs CFA par des apports extérieurs nets et de 15,3 milliards de francs CFA par des apports intérieurs nets.

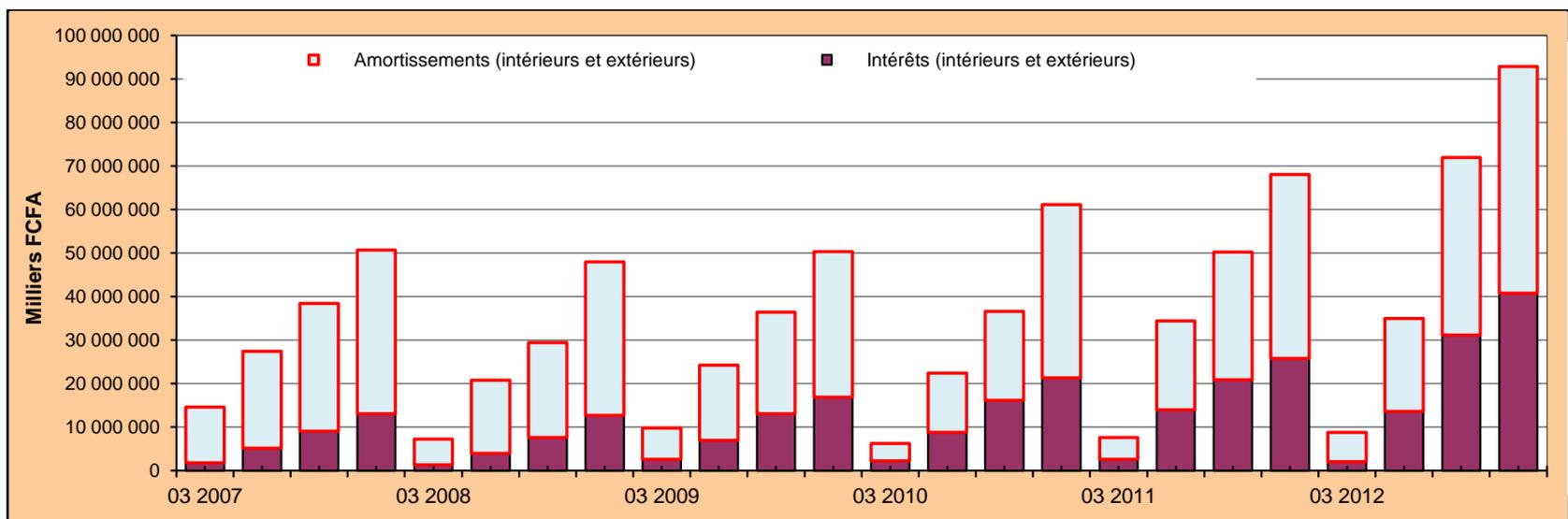
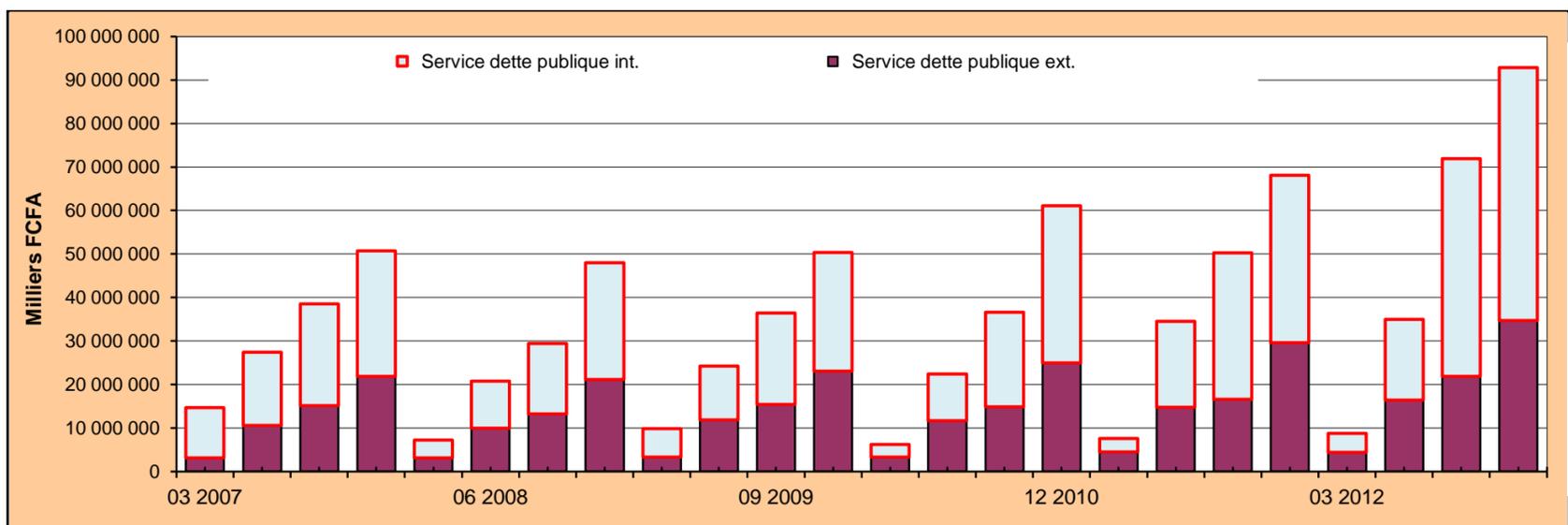
FINANCEMENT (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2012)	4. Trim. 2011 Réal.	1. Trim. 2012 Est.	2. Trim. 2012 Est.	3. Trim. 2012 Est.	4. Trim. 2012 Est.	Taux d'exécution	Glissement annuel
Financement	198 120 671	107 381 554	90 503 424	62 180 876	90 047 220	84 613 378	42,7%	-21,2%
Financement extérieur	133 559 780	110 664 595	34 859 753	51 151 360	67 095 810	69 276 617	51,9%	-37,4%
Décaissements extérieurs	154 791 515	129 093 579	37 878 169	61 832 012	81 062 377	91 014 634	58,8%	-29,5%
Initiative PPTE (Allègements)								
Amortissement de la dette extérieure	-21 231 735	-18 428 984	-3 018 416	-10 680 652	-13 966 567	-21 738 017	102,4%	18,0%
Ajustement taux de change								
Financement intérieur	64 560 891	-3 283 040	55 643 671	11 029 516	22 951 410	15 336 761	23,8%	-567,2%
Financement bancaire	34 560 891	-16 014 294	58 288 957	2 229 975	50 545 698	30 783 721	89,1%	-292,2%
Secteur non bancaire	30 000 000	12 731 254	-2 645 286	8 799 542	-27 594 289	-15 446 959	-51,5%	-221,3%
Gap de financement	0	-2 218 775	-4 262 187	677 855	-7 110 262	586 823	#####	-126,4%



Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2012)	4. Trim. 2011	1. Trim. 2012	2. Trim. 2012	3. Trim. 2012	4. Trim. 2012	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Total service dette publique	70 130 000	68 109 015	8 789 580	34 954 562	71 957 610	92 903 695	132,5%	36,4%
Amortissements (int. et ext.)	50 099 631	42 346 316	6 672 995	21 356 325	40 781 703	52 098 080	104,0%	23,0%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	20 030 369	25 762 699	2 116 584	13 598 237	31 175 907	40 805 615	203,7%	58,4%
Service dette publique int.	40 525 351	38 497 678	4 402 843	18 598 008	50 112 623	58 173 947	143,5%	51,1%
Amortissements	28 867 896	23 917 332	3 654 580	10 675 673	26 815 136	30 360 063	105,2%	26,9%
Intérêts	11 657 455	14 580 346	748 263	7 922 336	23 297 487	27 813 884	238,6%	90,8%
Service dette publique ext.	29 604 649	29 611 337	4 386 737	16 356 554	21 844 987	34 729 748	117,3%	17,3%
Amortissements	21 231 735	18 428 984	3 018 416	10 680 652	13 966 567	21 738 017	102,4%	18,0%
Intérêts	8 372 914	11 182 353	1 368 321	5 675 902	7 878 420	12 991 730	155,2%	16,2%
Service dette ext./recettes totales	3,2%	3,7%	1,9%	3,2%	2,9%	3,5%	107,8%	-7,5%

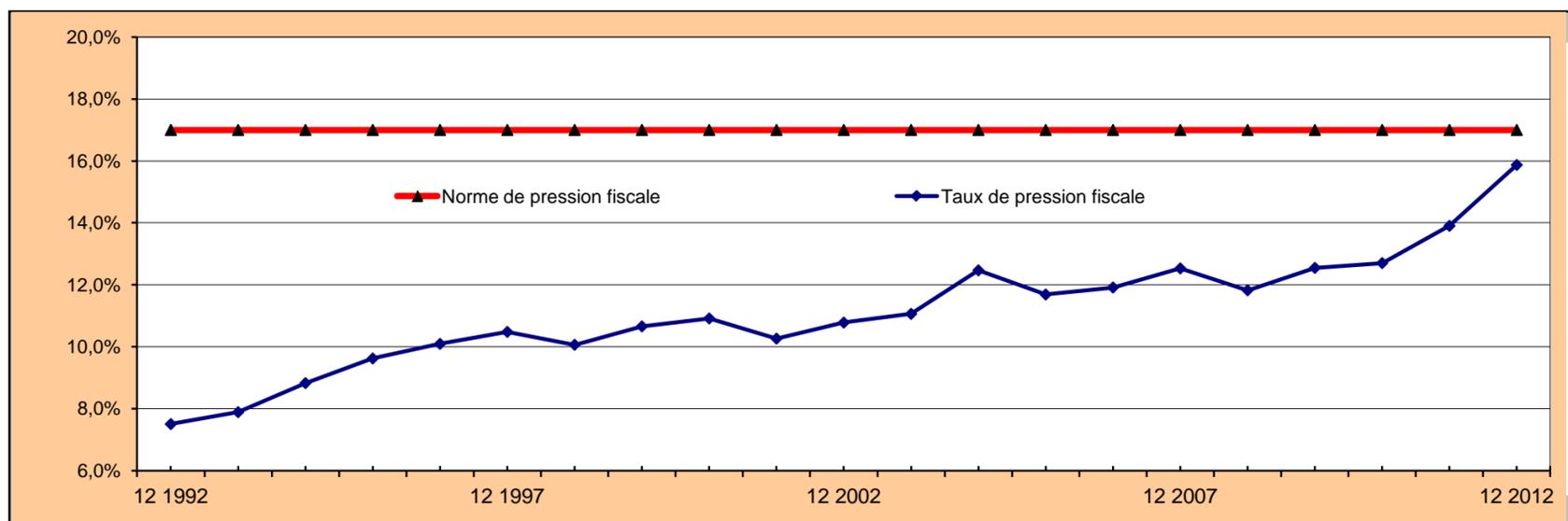


Le service de la dette publique s'est chiffré à 92,9 milliards de francs CFA à fin décembre 2012 contre 68,1 milliards de francs CFA à la même période en 2011; soit une augmentation de 36,4%. Quant au ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", il est évalué à 3,5% à fin décembre 2012, en baisse de -7,5% comparativement à fin décembre 2011.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2008	12 2009	12 2010	12 2011	12 2012
		Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang						
Soldes budgétaires de base / PIB nominal	$\geq 0\%$	-4,6%	-5,6%	-2,9%	-2,3%	-4,3%
Taux d'inflation	$\leq 3\%$	10,7%	2,6%	-0,6%	2,8%	3,8%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	$\leq 70\%$	24,6%	27,5%	25,9%	27,7%	27,1%
Critères de 2nd rang						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	$\geq 20\%$	43,7%	47,6%	49,0%	40,7%	46,4%
Masse salariale / Recettes fiscales	$\leq 35\%$	44,7%	46,2%	43,5%	40,5%	37,0%
Solde extérieur courant / PIB nominal	$\leq 5\%$	-14,8%	-9,1%	-7,2%	-9,8%	0,0%
Taux de pression fiscale	$\geq 17\%$	11,8%	12,5%	12,7%	13,9%	15,9%



Sources : M.E.F.

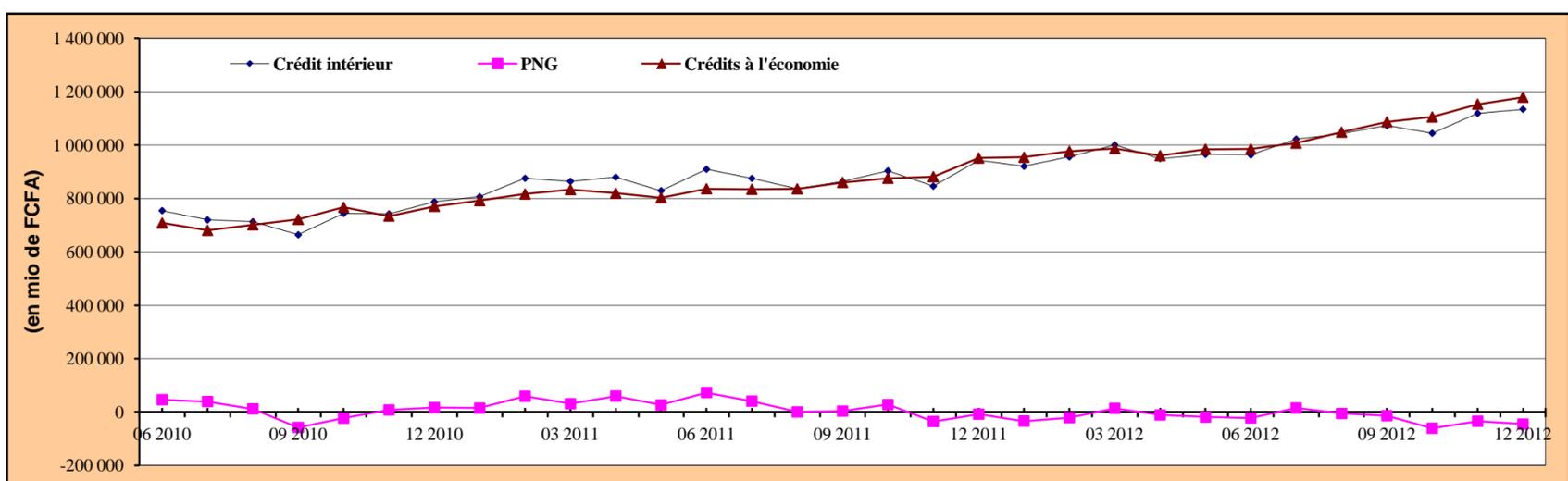
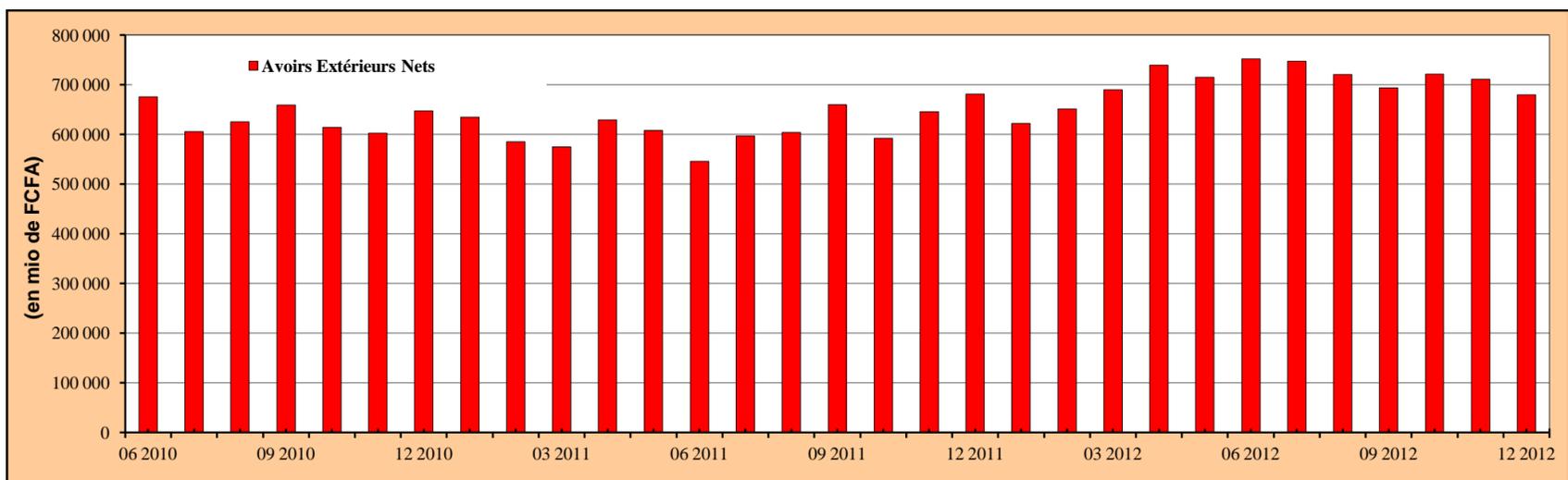
Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

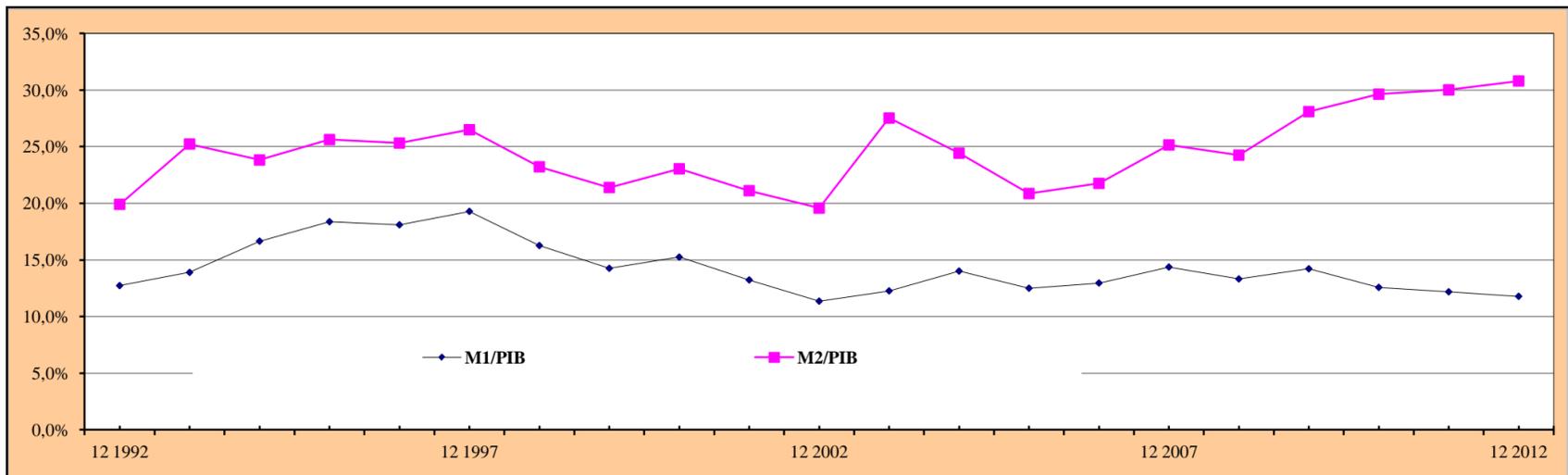
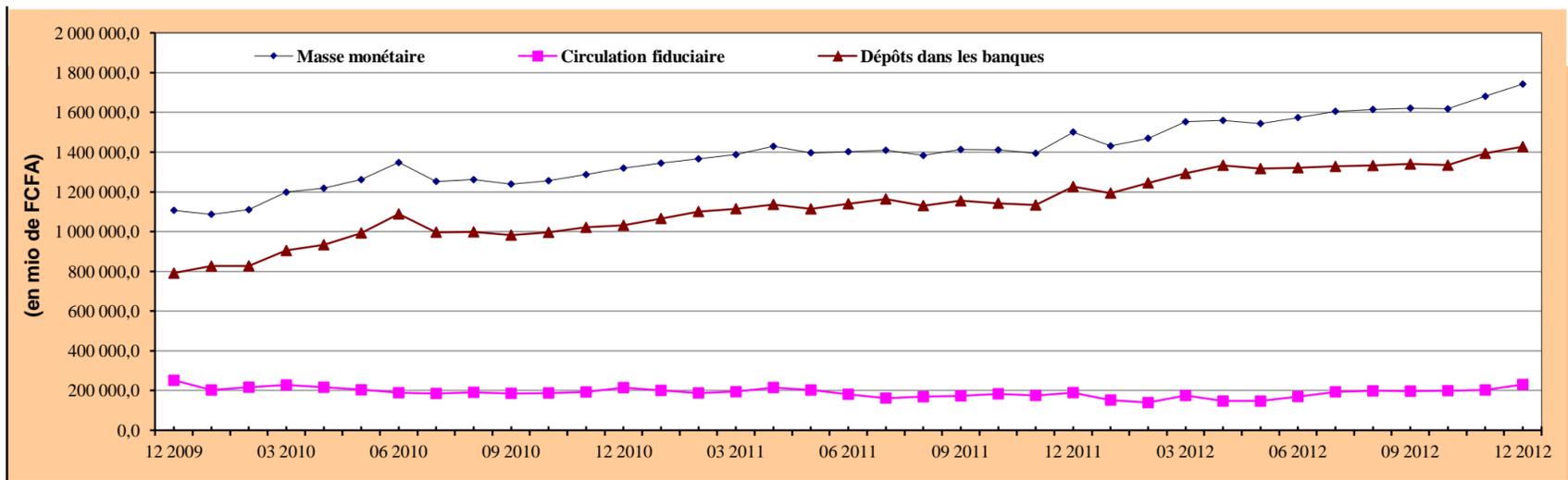
L'évolution des agrégats monétaires entre fin décembre 2011 et fin décembre 2012 a été marquée par une baisse des avoirs extérieurs nets (-0,3%) et un accroissement du crédit intérieur (+20,2%) ainsi que de la masse monétaire (+16,1%).

AGREGATS MONETAIRES En mio de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	4. Trim. 2011	1. Trim. 2012	2. Trim. 2012	3. Trim. 2012	4. Trim. 2012	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
	Est.								
Avoirs Extérieurs Nets	681 545,4	689 530,9	752 171,5	693 811,7	679 247,2	-14 564,5	-2,1%	-2 298,2	-0,3%
BCEAO	275 337,4	194 375,9	183 362,5	208 023,7	233 895,2	25 871,5	12,4%	-41 442,2	-15,1%
Banques	406 208,0	495 155,0	568 809,0	485 788,0	445 352,0	-40 436,0	-8,3%	39 144,0	9,6%
Crédit intérieur	943 714,3	1 000 885,2	963 000,0	1 073 060,0	1 134 314,8	61 254,9	5,7%	190 600,6	20,2%
PNG	-7 884,4	13 760,3	-22 119,1	-13 857,7	-45 244,1	-31 386,4	226,5%	-37 359,7	473,8%
Crédits à l'économie	951 598,7	987 124,9	985 119,1	1 086 917,7	1 179 559,0	92 641,3	8,5%	227 960,3	24,0%
dont crédits à court terme	562 627,7	535 700,9	546 876,1	637 437,7	715 081,0	77 643,3	12,2%	152 453,3	27,1%
dont crédits de campagne	14 715,0	70 512,0	39 100,0	24 445,0	20 004,0	-4 441,0	-18,2%	5 289,0	35,9%
dont crédits à moyen et long terme	374 256,0	380 912,0	399 143,0	425 035,0	444 474,0	19 439,0	4,6%	70 218,0	18,8%
Masse monétaire	1 501 097,6	1 552 774,1	1 573 862,1	1 621 195,8	1 742 356,3	121 160,6	7,5%	241 258,8	16,1%
Circulation fiduciaire	189 587,6	175 273,5	170 118,8	197 161,4	230 634,4	33 473,0	17,0%	41 046,8	21,7%
Dépôts dans les banques	1 226 661,9	1 292 601,7	1 321 767,7	1 340 062,3	1 427 749,9	87 687,6	6,5%	201 088,0	16,4%
dont dépôts à vue	595 760,9	619 775,7	618 465,7	627 397,3	682 243,9	54 846,6	8,7%	86 483,0	14,5%
dont dépôts à terme	410 518,0	442 303,0	457 677,0	461 049,0	487 879,0	26 830,0	5,8%	77 361,0	18,8%
Autres Postes Nets	124 162,1	137 642,0	141 309,5	145 675,9	71 205,7	-74 470,2	-51,1%	-52 956,4	-42,7%

AGREGATS MONETAIRES	déc.08	déc.09	déc.10	déc.11	déc.12
M1/PIB	13,3%	14,2%	12,6%	12,2%	11,8%
M2/PIB	24,2%	28,1%	29,6%	30,0%	30,8%



Les avoirs extérieurs nets sont passés de 681,5 milliards de FCFA à fin décembre 2011 à 679,2 milliards de FCFA à fin décembre 2012, soit une diminution de 2,3 milliards de FCFA (-0,3%). Cette évolution est attribuable exclusivement au reflux des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale (-41,4 milliards de FCFA), ceux des banques ayant, au contraire, augmenté de 39,1 milliards de FCFA entre fin décembre 2011 et fin décembre 2012.



La régression des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale de -41,4 milliards de FCFA (-15,1%) résulte de la progression des engagements extérieurs plus élevée que celle des avoirs extérieurs bruts. En effet, les avoirs extérieurs bruts se sont établis à 509,1 milliards de FCFA à fin décembre 2012 contre 488,5 milliards de FCFA à fin décembre 2011, soit une hausse de 20,7 milliards de FCFA (+4,2%). Quant aux engagements extérieurs, ils se sont situés à 275,2 milliards de FCFA à fin décembre 2012, contre 213,1 milliards de FCFA à fin décembre 2011, soit une hausse de 62,1 milliards de FCFA (+29,1%). S'agissant de l'évolution des avoirs extérieurs nets des banques, elle résulte d'un accroissement de leurs avoirs extérieurs bruts (+101,0 milliards de FCFA), expliqué en partie par l'acquisition de titres émis par les autres pays de l'UEMOA, plus important que celui de leurs engagements extérieurs (+61,9 milliards de FCFA) au cours de la même période.

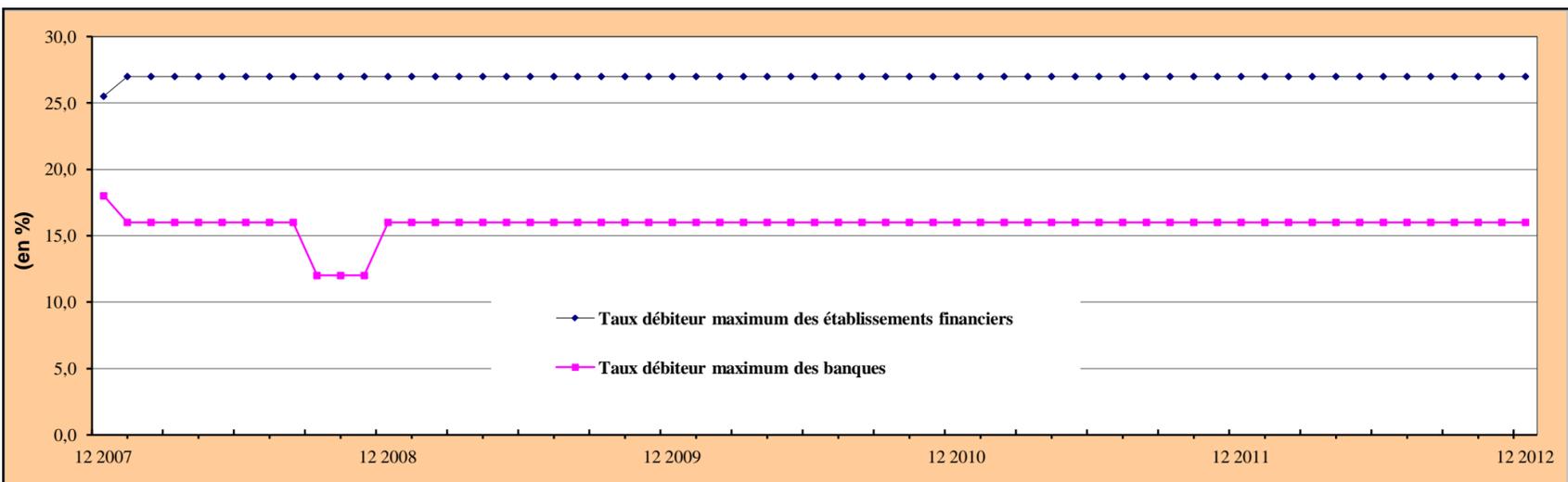
Le crédit intérieur s'est gonflé de 190,6 milliards de FCFA (+20,2%) à fin décembre 2012, en ressortant à 1.134,3 milliards de FCFA contre 943,7 milliards de FCFA à fin décembre 2011. Cet accroissement est attribuable à celui des crédits à l'économie de 228,0 milliards de FCFA, la PNG ayant enregistré une amélioration de 37,4 milliards de FCFA au cours de la même période. En effet, la PNG est passée de -7,9 milliards de FCFA à fin décembre 2011 à -45,2 milliards de FCFA à fin décembre 2012. Cette évolution est expliquée par une hausse des créances de l'Etat (+64,2 milliards de FCFA) plus importante que celle de ses engagements (+26,8 milliards de FCFA). Quant aux crédits à l'économie, ils sont ressortis à 1.179,6 milliards de FCFA à fin décembre 2012 contre 951,6 milliards de FCFA à fin décembre 2011. Cette expansion a été imprimée, au cours de la période sous revue, par les crédits ordinaires à court terme (+152,5 milliards de FCFA), les crédits à long et moyen terme (+70,2 milliards de FCFA) et, dans une moindre mesure par les crédits de campagne (+5,3 milliards de FCFA).

La masse monétaire, suivant la résultante de ses contreparties, a connu une hausse de 241,3 milliards de FCFA (+16,1%) à fin décembre 2012, ressortant à 1.742,4 milliards de FCFA contre 1.501,1 milliards de FCFA à fin décembre 2011. Cette évolution est retracée tant dans les dépôts (+200,2 milliards de FCFA, soit +15,3%) que dans la circulation fiduciaire (+41,1 milliards de FCFA, soit +21,7%).

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	4. Trim. 2011	1. Trim. 2012	2. Trim. 2012	3. Trim. 2012	4. Trim. 2012	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%



Au cours du quatrième trimestre 2012, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas connu de modification. En effet, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal de la BCEAO sont restés fixes à 3,00% et à 4,00% respectivement, depuis leur dernière évolution avec date d'effet le 16 juin 2012.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,00% à 13,19%, en affichant une moyenne stable au cours des trois mois du troisième trimestre 2012.

En ce qui concerne les établissements financiers, aucune modification de taux n'a été enregistrée au cours du quatrième trimestre 2012.

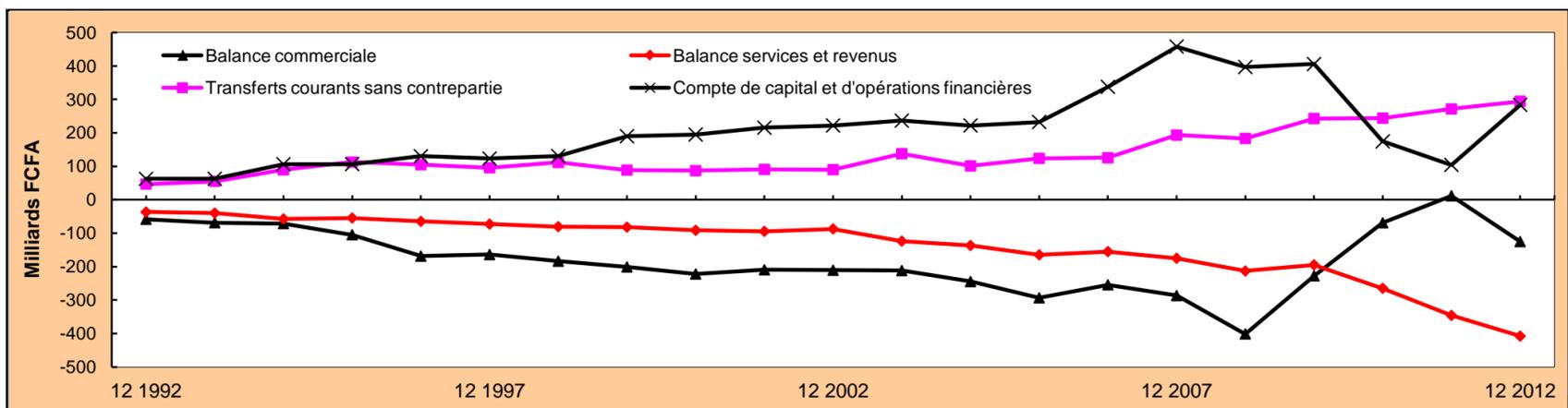
Sources : B.C.E.A.O.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Le secteur extérieur de l'économie burkinabè se ressentirait des effets de la crise économie internationale difficile, notamment de la crise de la dette souveraine en Europe. Ces effets seraient toutefois été atténués, au niveau des opérations courantes, par la baisse des cours mondiaux des produits pétroliers et alimentaires et la bonne tenue des exportations d'or, grâce à la hausse des prix internationaux du métal jaune et au renforcement des capacités extractives des sociétés minières.

Balance des paiements (En mia Francs CFA)	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	Var. 2012	
						Var./2011	Var./2010
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Estimations		
Exportations de biens FOB	310,4	425,2	785,2	1 129,5	1 196,9	6,0%	23,5%
Importations de biens FOB	711,7	652,8	854,2	1 117,8	1 322,1	18,3%	24,4%
Balance commerciale	-401,4	-227,6	-69,0	11,7	-125,2		34,7%
Services	-211,6	-192,1	-261,6	-342,3	-404,9	18,3%	24,4%
Revenus	-1,6	-2,6	-3,2	-3,5	-2,9	-18,6%	-5,1%
Balance des services et revenus	-213,2	-194,7	-264,8	-345,9	-407,8	17,9%	24,1%
Transferts courants sans contrepartie	183,3	242,8	244,0	271,5	294,4	8,4%	9,8%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-431,3	-179,4	-89,9	-62,6	-238,6	281,0%	63,0%
Transferts en capital	85,9	132,9	98,9	121,2	270,6	123,2%	65,4%
Opérations financières	310,9	272,7	75,5	-17,0	13,1		-58,4%
Comptes de capital et d'opérations financières	396,8	405,6	174,3	104,2	283,6	172,1%	27,5%
Erreurs et omissions	1,5	-1,4	1,5	-1,2	0,0		-98,8%
Solde global	-33,0	224,7	86,0	40,4	45,0	11,5%	-27,7%



Les échanges extérieurs du Burkina Faso en 2010 ont été caractérisés par une bonne tenue des cours mondiaux de l'or et du coton, les deux principaux produits d'exportation. S'agissant de l'or, sa production s'est accrue avec le démarrage des activités des mines d'Essakane et d'Inata. Les effets de ces facteurs ont été atténués par une remontée des prix internationaux des produits pétroliers à partir du deuxième trimestre de l'année 2010. Aussi, les importations liées à l'intensification des activités agricoles et minières ainsi que celles relatives à la reconstruction et/ou la réhabilitation des infrastructures socio-économiques endommagées par les inondations du 1er septembre 2009 ont contribué à limiter l'accroissement des avoirs extérieurs nets. Ainsi, la Balance des Paiements du Burkina Faso ressortirait excédentaire de 86,0 milliards de FCFA en 2010, contre +224,7 milliards de FCFA l'année précédente.

Au niveau des opérations courantes, la balance des transactions courantes pour l'année 2010 s'est améliorée de 89,6 milliards de FCFA par rapport à l'année 2009, sous l'effet d'une hausse des exportations (+360,0 milliards de FCFA) conjuguée à une augmentation des importations (-201,5 milliards de FCFA). Les exportations ont atteint 785,2 milliards de FCFA en 2010 contre 425,2 milliards de FCFA en 2009, soit une hausse de 84,7% expliquée principalement par celles de l'or non monétaire (+332,1 milliards de FCFA) et du coton fibre, jusqu'alors principal produit pourvoyeur de ressources extérieures du pays (16,7 milliards de FCFA) entre 2009 et 2010. Quant aux importations, elles sont ressorties à 854,2 milliards de FCFA en 2010 contre 652,8 milliards de FCFA en 2009 soit une hausse de 30,9% imputable principalement aux biens d'investissement (+111,3 milliards de FCFA) et aux produits pétroliers (+40,8 milliards de FCFA).

Le solde des opérations financières et de capital, s'est établi à +174,3 milliards de FCFA en 2010 contre 405,6 milliards de FCFA en 2009, soit une baisse de 231,2 milliards de FCFA (-57,0%). Cette régression s'explique aussi bien par le solde du compte de capital que celui des opérations financières. En effet, le solde excédentaire des transferts de capital est passé de 132,9 milliards de FCFA en 2009 à 98,9 milliards de FCFA en 2010, soit une diminution de 34,0 milliards de FCFA d'une année à l'autre. De même le solde excédentaire des opérations financières s'est réduit de 197,2 milliards de FCFA, en se situant à 75,5 milliards de FCFA en 2010 contre 272,7 milliards de FCFA en 2009.

Ainsi, le solde global s'est établi à +86,0 milliards de FCFA en 2010 contre 224,7 milliards de FCFA en 2009.

Ainsi, à fin décembre 2011, le solde de la Balance des Paiements du Burkina Faso est ressorti excédentaire à 40,4 milliards de FCFA contre un excédent de 86,0 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette augmentation du solde global des comptes extérieurs découlerait de l'amélioration du solde déficitaire des transactions courantes.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2011	2012	2012	2012	2012	trimestriel	annuel
TOTAL	332 877,0	371 625,5	476 094,7	461 621,6	437 845,4	-5,2%	31,5%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	3 868,7	3 714,9	3 639,9	3 555,1	4 034,9	13,5%	4,3%
Produits du règne végétal	20 719,0	21 167,7	25 223,8	30 689,4	26 289,4	-14,3%	26,9%
Graisses et huiles animales ou végétales	3 454,9	4 006,0	4 585,7	4 996,2	4 604,6	-7,8%	33,3%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	27 737,2	22 864,6	25 059,2	30 685,8	26 035,0	-15,2%	-6,1%
Produits minéraux	83 525,0	91 195,5	136 900,7	143 711,0	118 266,3	-17,7%	41,6%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	40 047,6	39 110,1	70 230,8	51 252,4	50 203,5	-2,0%	25,4%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	13 037,5	19 169,5	16 194,8	16 383,7	17 288,2	5,5%	32,6%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	215,4	338,4	329,4	406,6	333,5	-18,0%	54,8%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	870,6	1 006,0	1 226,7	1 100,7	1 167,0	6,0%	34,0%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	6 032,1	5 694,6	7 675,0	6 909,6	6 001,8	-13,1%	-0,5%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	6 657,2	7 802,5	7 920,0	7 467,4	8 012,2	7,3%	20,4%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 266,7	1 393,9	1 247,3	1 229,1	1 550,9	26,2%	22,4%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	2 995,3	3 105,6	2 788,0	3 325,9	3 721,0	11,9%	24,2%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	58,8	107,7	42,3	90,1	121,1	34,3%	106,1%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	23 971,4	33 137,5	36 325,2	31 039,9	32 663,4	5,2%	36,3%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	57 904,5	74 566,1	79 814,6	82 724,4	93 744,5	13,3%	61,9%
Matériel de transport	33 240,7	37 143,5	50 353,1	36 509,4	36 436,2	-0,2%	9,6%
Instrument et appareils d'optique, de photographie...	4 406,2	2 701,9	3 309,9	5 604,7	3 113,2	-44,5%	-29,3%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	239,6	331,6	450,2	287,0	203,2	-29,2%	-15,2%

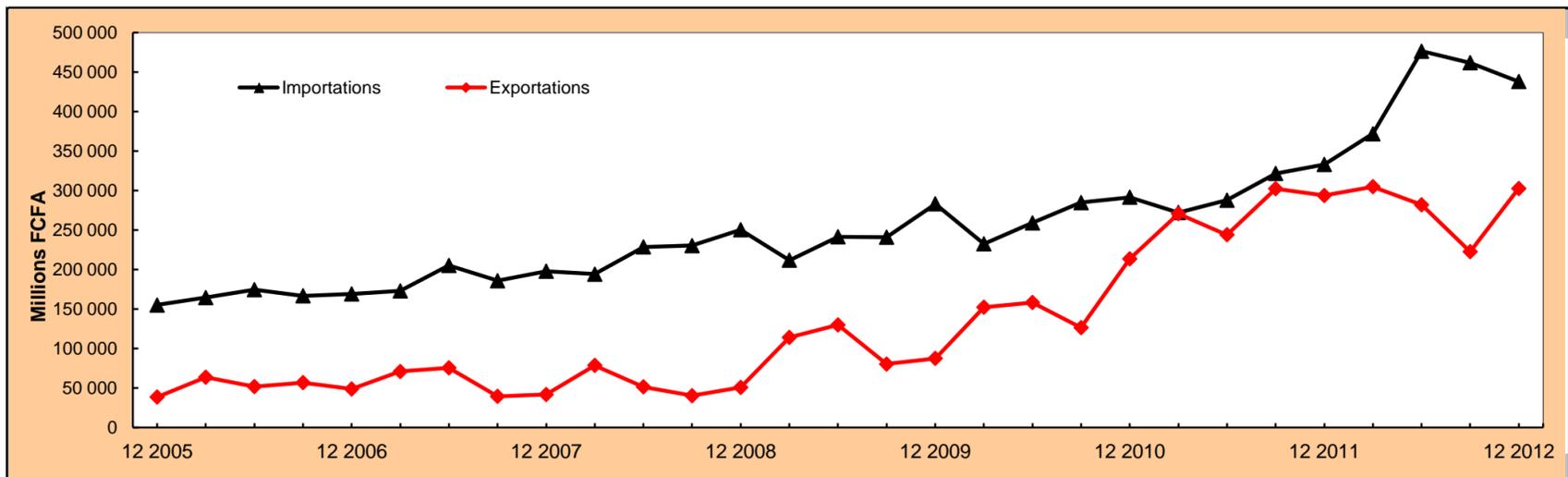
Les importations enregistrent au quatrième trimestre 2012 une baisse de 5,2% par rapport au troisième trimestre 2012. La valeur totale des importations est ainsi passée de 461,6 milliards de francs CFA au troisième trimestre 2012 à 437,9 milliards de francs CFA au quatrième trimestre 2012, soit une baisse de 23,8 milliards de francs CFA.

Cette baisse est principalement imputable à une baisse des importations des produits des industries alimentaires; boissons et tabacs de 25,4 milliards de francs CFA.

En glissement annuel, la hausse enregistrée depuis le premier trimestre de l'année 2010 se poursuit. En effet, une hausse de 31,5% est observée par rapport au quatrième trimestre de 2011. Les importations de matériel de transport et la facture pétrolière enregistrent la principale progression avec une différence de plus de trente milliards de FCFA. En effet, les importations de matériel de transport ont enregistré une hausse de 61,9% soit 35,8 milliards de francs CFA et la facture pétrolière une hausse de 41,6% soit 34,7 milliards de francs CFA.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2011	2012	2012	2012	2012	trimestriel	annuel
TOTAL	293 566,9	304 772,7	281 790,6	222 543,3	302 400,3	35,9%	3,0%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	1 568,1	820,9	1 018,9	459,3	754,5	64,3%	-51,9%
Produits du règne végétal	14 324,3	30 817,5	19 947,7	6 657,5	24 968,2	275,0%	74,3%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	11 541,0	24 645,5	7 904,5	1 560,3	21 437,0	1273,9%	85,7%
Graisses et huiles animales ou végétales	777,6	678,5	389,5	377,1	826,2	119,1%	6,2%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 083,0	2 288,4	2 078,0	1 000,0	1 685,0	68,5%	55,6%
Produits minéraux	987,9	368,5	196,2	157,3	154,8	-1,6%	-84,3%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	328,6	491,4	2 135,4	927,2	417,0	-55,0%	26,9%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	50,3	58,4	160,0	129,1	1 636,2	1167,0%	3155,9%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	614,4	432,8	708,4	362,7	190,6	-47,4%	-69,0%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1,5	15,2	2,0	29,0	165,5	469,8%	10907,0%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	18,7	15,9	25,0	32,1	15,4	-52,2%	-18,1%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	29 169,6	71 426,1	35 212,8	9 490,7	37 578,8	296,0%	28,8%
dont coton fibre	28 430,1	70 411,2	34 452,1	8 406,3	36 613,8	335,6%	28,8%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	0,0	48,5	25,7	37,3	20,4	-45,2%	
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	46,5	99,1	78,1	37,8	75,4	99,6%	62,1%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	237 751,6	191 773,5	204 345,8	184 731,9	225 019,4	21,8%	-5,4%
dont or	237 751,1	191 773,5	204 223,3	184 727,2	225 016,9	21,8%	-5,4%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	850,2	537,5	1 018,3	513,5	1 787,6	248,1%	110,3%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	2 377,4	2 844,2	9 249,4	14 711,3	5 315,5	-63,9%	123,6%
Matériel de transport	3 254,2	1 664,0	4 294,8	1 620,4	1 221,0	-24,6%	-62,5%
Instrument et appareils d'optique, de photographie	144,0	76,2	279,2	116,0	293,0	152,6%	103,5%
Marchandises et produits divers	170,7	246,0	488,4	1 015,0	154,2	-84,8%	-9,7%



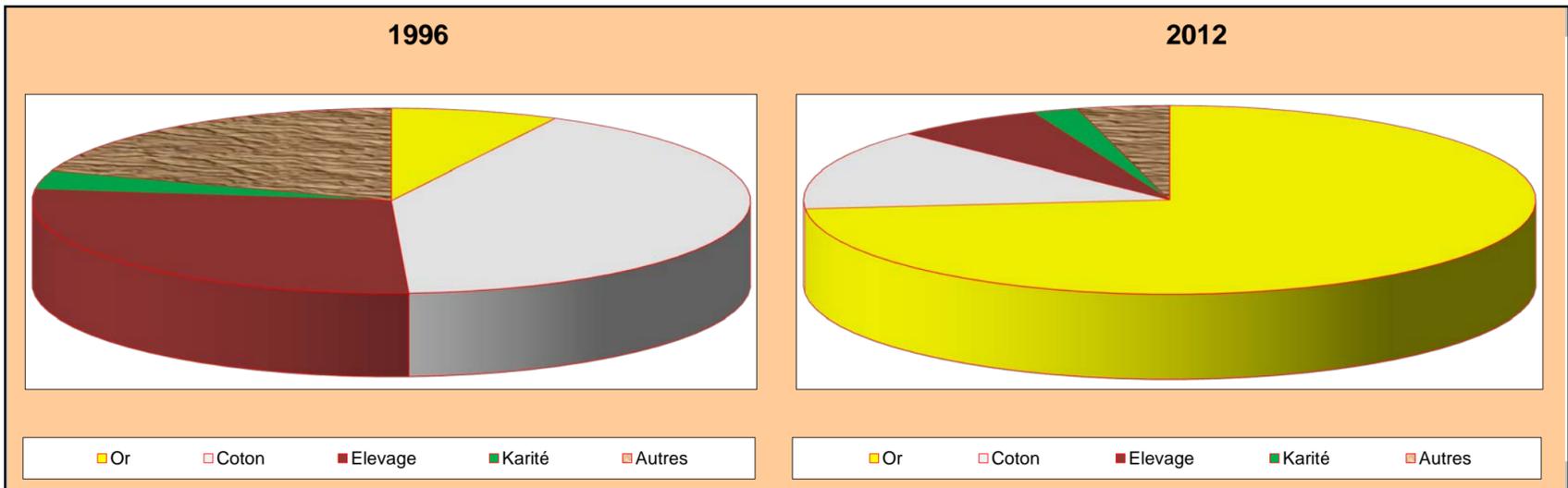
Au quatrième trimestre 2012, les exportations amorcent une hausse. En effet, elles enregistrent une hausse de 35,9% en glissement trimestriel, portant le niveau des exportations de 222,5 milliards FCFA au troisième trimestre 2012 à 302,4 milliards FCFA.

Cette hausse est principalement imputable à celle des principaux produits d'exportations du Burkina Faso que sont l'or, le coton fibre et les produits du règne végétal. En effet, les exportations d'or enregistrent une hausse de 40,3 milliards FCFA (21,8%), les exportations de coton fibre une hausse de 28,1 milliards FCFA (335,6%) et les exportations de produits du règne végétal une hausse de 18,3 milliards FCFA (275,0%).

En glissement annuel, les exportations ont connu une hausse de 3,0%. Cette hausse est principalement imputables aux exportations des produits du règne végétal qui enregistrent une hausse de 74,3% correspondant à une valeur de 10,6 milliards de FCFA et le coton fibre qui enregistrent une hausse de 28,8% avec 8,2 milliards de FCFA.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS	1996	2009	2010	2011	2012
Part de l'or dans total	7,6%	42,3%	65,2%	75,4%	73,5%
Part du coton dans total	41,7%	22,8%	14,4%	11,5%	13,8%
Part des produits de l'élevage dans total	27,7%	14,2%	8,3%	6,3%	6,6%
Part du karité dans total	3,4%	4,2%	2,5%	2,0%	2,1%
Part des autres produits dans total	19,7%	16,6%	9,5%	4,7%	4,1%

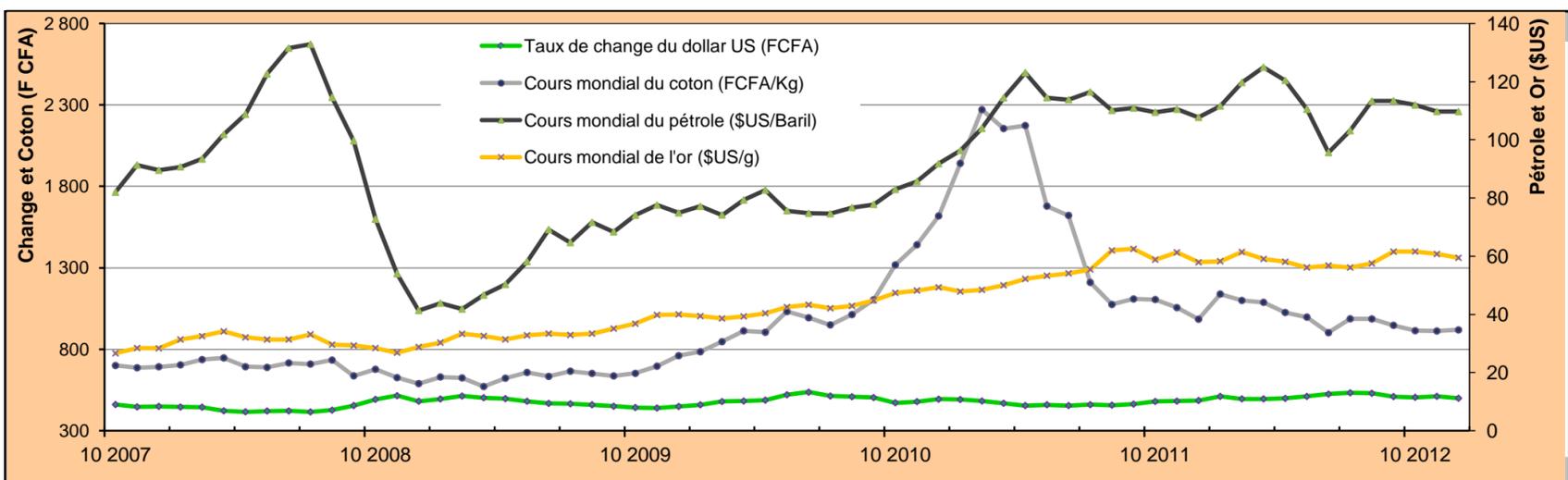


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabè a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (41,7%) et celles de produits de l'élevage (27,7%) en 1996, il ressort une prédominance de l'or avec 73,5% de la part des exportations en 2012. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 30,2 tonnes en 2012, mais aussi par la hausse soutenue du prix de l'or ces années qui ont suivies la crise de 2008 et la crise actuelle de certains pays de l'euro, en raison principalement de sa nouvelle fonction de réserve de valeur.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	4. Trim. 2011	1. Trim. 2012	2. Trim. 2012	3. Trim. 2012	4. Trim. 2012	Glissement	
						trimestriel	annuel
Moyenne trimestrielle							
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	482,7	501,0	511,7	524,3	505,6	-3,6%	4,7%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	109,2	118,7	108,8	109,9	110,5	0,5%	1,1%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	2 173,0	2 213,3	1 908,7	1 856,7	1 810,3	-2,5%	-16,7%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	59,3	59,6	57,0	58,4	60,6	3,8%	2,1%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	52,7	59,5	55,6	57,6	55,8	-3,1%	5,9%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	1 048,6	1 109,0	975,1	973,5	915,1	-6,0%	-12,7%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	28,6	29,8	29,2	30,6	30,6	0,2%	7,0%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,020	0,019	0,018	0,017	0,016	-3,1%	-17,6%



. Taux de change du dollar :

Après deux trimestres consécutifs de dépréciation, le Franc CFA s'est apprécié par rapport au dollar au quatrième trimestre 2012. L'appréciation a été de 3,6% contre une dépréciation de 2,5% au troisième trimestre 2012, soit à un taux trimestriel moyen de 505,6 FCFA contre 524,3 FCFA un trimestre plutôt. En glissement annuel, il s'est déprécié de 4,7% contre 13,8% au troisième trimestre 2012. Ce retournement appréciable enregistré au quatrième trimestre 2012 traduirait une remontée de l'euro par rapport au dollar US. Cette situation pourrait trouver son explication dans les bonnes perspectives d'une amélioration du climat de confiance sur les marchés financier et monétaire de la zone euro. Cette nouvelle tendance corrobore avec la bonne tenue des titres boursiers sur les marchés européens depuis le début du quatrième trimestre 2012.

. Prix des produits exportés :

Le cours mondial du coton poursuit sa chute amorcée depuis avril 2011, enregistrant ainsi une baisse trimestrielle moyenne de 2,5% contre une baisse de 2,7% au troisième trimestre 2012. En glissement annuel, le cours demeure en baisse de 16,7%. En FCFA, le cours du coton demeure en baisse de 6,0% et de 12,7% respectivement en variation trimestrielle et en glissement annuel. Le kilogramme de coton fibre est ainsi ressorti en moyenne à 915,1 FCFA au quatrième trimestre contre 973,5 FCFA au troisième trimestre 2012. Cette baisse ne devrait plus perdurer au regard de la baisse de la production mondiale attendu pour la campagne 2012/2013. Cette baisse attendue qualifiée de la deuxième consécutive pour la récolte mondiale et le plus faible volume depuis quatre ans devrait tirer les prix à la hausse.

Au quatrième trimestre 2012, le cours mondial du gramme d'or a conservé sa tendance haussière amorcée à la fin du deuxième trimestre 2012. Ainsi, le cours du gramme d'or a augmenté de 3,8% contre 2,4% au troisième trimestre 2012, passant ainsi de 58,4 \$US à 60,6 \$US en moyenne trimestrielle. En glissement annuel le cours de l'or est en hausse de 2,1% contre une baisse de 2,7% troisième trimestre 2012. En FCFA, il est en hausse de 0,2% (variation trimestrielle), passant ainsi de 30.600 FCFA/g en moyenne au troisième trimestre 2012 à 30.661 FCFA/g au quatrième trimestre 2012. L'or devrait conserver son statut de première valeur refuge en relation avec les incertitudes qui persistent sur les marchés financiers et monétaires aussi bien en zone euro comme dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE.

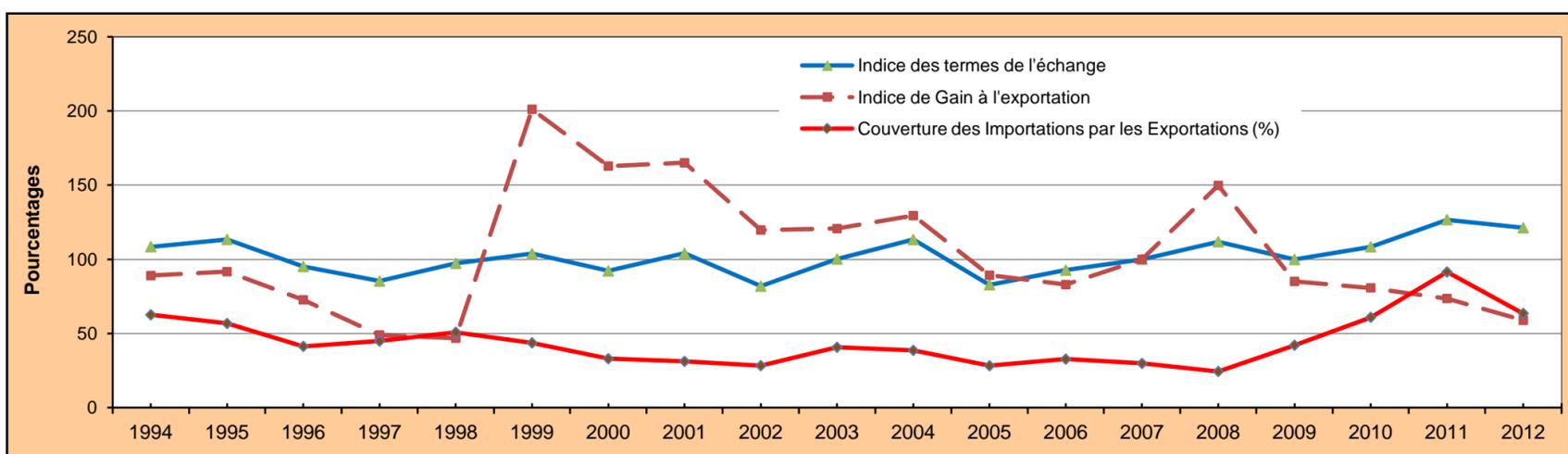
. Prix des produits importés :

Le cours mondial du baril du brut de pétrole est resté quasiment stable au quatrième trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent avec seulement une hausse moyenne de 0,5% au cours du trimestre et de 1,0% au troisième trimestre 2012. En glissement annuel, il reste sensiblement au dessus de son niveau de 1,1%. En FCFA, le cours du baril du brut de pétrole a varié de -3,1% et de +5,9% respectivement en glissements trimestriel et annuel. Cette remontée du cours du brut serait liée aux bons indices économiques dans plusieurs pays, dont les Etats-Unis et l'Europe. A cette explication s'ajoute une autre non moins négligeable qui est un renforcement sensible de l'euro par rapport au dollar.

Sources : M.E.F. / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2008	12 2009	12 2010	12 2011	12 2012	Var. 2012	
						Var./2011	Var./2010
Indice prix à l'exportation	125,4	119,4	130,5	150,2	155,3	3,4%	19,1%
Indice prix à l'importation	112,1	119,5	120,3	118,5	128,1	8,1%	6,5%
Indice des termes de l'échange	111,9	99,9	108,4	126,7	121,3	-4,3%	11,8%
Indice de gain à l'exportation	149,8	85,1	80,8	73,6	58,9	-19,9%	-27,0%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	24,5	42,1	60,9	91,5	63,6	-30,4%	4,4%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un niveau atteint de 60,9% en 2010, de 91,5% en 2011 et 63,6% en 2012.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

Définitions et abréviations

Général

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DEP :	Direction des Etudes et de la Planification
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGPER :	Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale
DGPSE :	Direction Générale de la Prévion, des Statistiques et de l'Economie de l'Elevage
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DSOFE :	Direction du Suivi des Opérations Financières de l'Etat
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
FEC :	Facilité Elargie de Crédit
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSO :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MASA :	Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
PPTTE :	Pays Pauvres Très Endettés
Prov. :	Données provisoires
SIM :	Système d'Information sur les Marchés
SONAGESS :	SOciété NAtionale de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail) géré par la Direction générale de la prévion et des statistiques de l'élevage du Ministère des Ressources Animales.

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et actualisées entre deux enquêtes par des taux de croît spécifiques.

Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume des exportations (ILQE).

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
YAGO, Namaro TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions - Relecture	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
LENGANE, Toubriyant MILLOGO, François KABORE, Aminata	Finances publiques	DEP/MEF DGTCP DGTCP
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
SEBEGO, Mamoudou	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP